

MARCHÉ DE CONCEPTION-RÉALISATION

**Cahier des Clauses
Administratives
Particulières**

**Marché de conception
réalisation pour la
construction du
groupe scolaire de la
ZAC des Ecouardes à
Taverny (95)**

**Grand Paris
Aménagement**

SOMMAIRE

PARTIE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	5
Article 1. Définitions et Interprétations	5
1.1. Définitions	5
1.2. Interprétations	10
Article 2. Objet du Marché et lieu d'exécution	11
2.1. Objet du marché	11
2.2. Niveau de prestations	11
2.3. Lieu d'exécution	11
Article 3. Intervenants – Identification des parties et interprétations	12
3.1. Maître d'ouvrage	12
3.2. Titulaire du Marché	13
3.3. Intervenants liés directement au Maître d'ouvrage	16
3.4. Clause d'insertion sociale	18
3.5. Objectifs de favorisation de l'accès à la commande publique des TPE/PME	20
Article 4. Pièces constitutives du Marché	21
Article 5. Durée du Marché	22
Article 6. Délais d'exécution	22
6.1. Principes	22
6.2. Prolongation des délais d'exécution	22
6.3. Recours contre des Autorisation Administratives	26
6.4. Recours contre le Marché	27
Article 7. Engagements des Parties	28
7.1. Engagements du Maître d'ouvrage	28
7.2. Engagements du Titulaire	28
7.3. Poursuite de l'exécution	30
7.4. Organisation opérationnelle	30
Article 8. Lots et Tranches	30
8.1. Décompositions en lots	30
8.2. Tranche optionnelle	30
Article 9. Obligations générales	31
9.1. Forme des notifications et informations au Titulaire	31
9.2. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations	31
9.3. Ordres de service	32
9.4. Constatations contradictoires	32
Article 10. Écarts et modifications	32
10.1. Suivi des écarts	32
10.2. Modifications	33
10.3. Prestations et travaux supprimés	35
Article 11. Avance	35
Article 12. Retenue de garantie	36
Article 13. Contenu des prix	36
13.1. Nature du prix	36
13.2. Contenu du prix	37
Article 14. Variation du prix	39
14.1. Révision du prix pour les phases de conception et de réalisation	39

Article 15. Sous-traitance	40
15.1. Limites à la sous-traitance	40
15.2. Demandes de sous-traitance – Acceptation des sous-traitants et agrément de leurs conditions respectives de paiement	41
16.1. Paiement des cotraitants et/ou sous-traitants ayant droit au paiement direct	42
16.2. Délais de paiement et intérêts moratoires	43
16.3. Présentation des factures dématérialisées	43
16.4. Echancier de règlement des acomptes	43
16.5. Paiement des acomptes	45
16.6. Demande de paiement final et décompte général et définitif	47
Article 17. Redressement et liquidation judiciaire	49
17.1. Redressement et liquidation judiciaire d'un membre du Groupement non-Mandataire	49
17.2. Redressement et liquidation judiciaire du Mandataire solidaire	50
Article 18. Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel	51
18.1. Obligation de confidentialité	51
18.2. Protection des données à caractère personnel	51
Article 19. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	53
Article 20. Protection de l'environnement	54
20.1. Dispositions générales	54
20.2. Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier	54
Article 21. Clause de réexamen	54
21.1. Remplacement d'un membre du Groupement Titulaire	55
21.2. Évolution de la réglementation	56
Article 22. Vandalisme	56
Article 23. Assurances	56
23.1. Assurance de responsabilité	57
23.2. Assurance des travaux	58
23.3. Dispositions diverses	59
Article 24. Propriété industrielle et intellectuelle	59
24.1. Dispositions générales	60
24.2. Régime des connaissances antérieures	61
24.3. Régime des droits	61
24.4. Cession du droit de reproduction de l'image des ouvrages construits	62
24.5. Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance	63
24.6. Assistance due par le Titulaire du Marché	64
Article 25. Règlement des différends et des litiges	64
25.1. Médiation	64
25.2. Contentieux	65
Article 26. Résiliation du Marché	65
26.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	65
26.2. Résiliation pour force majeure et imprévision	65
26.3. Résiliation aux torts du Titulaire	66
26.4. Résiliation pour événements extérieurs au Marché	67
26.5. Résiliation pour Ordre de Service tardif	68
26.6. Opérations de liquidation	68
26.7. Mesures coercitives	69
Article 27. Pénalités applicables	70
27.1. Principes généraux	70

27.2.	Pénalités communes à toutes les phases	71
27.3.	Pénalités relatives à l'exécution des prestations des Phases de Conception et de Réalisation	72
PARTIE 2 : DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA PHASE CONCEPTION		77
Article 28. Phase conception		77
28.1.	Mise au point de l'Avant-projet sommaire remis à l'offre	78
28.2.	Avant-projet définitif et élaboration des autorisations d'urbanisme	78
28.3.	Etudes de projet	80
28.4.	Pilotage des études et organisation du groupement	83
PARTIE 3 : DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA PHASE REALISATION		84
Article 29. Phase réalisation		84
29.1.	Etudes d'exécution, synthèse, visa	84
29.2.	Direction de l'exécution des travaux	85
29.3.	Exécution des travaux	86
Article 30. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits		88
30.1.	Provenance des matériaux et produits	88
30.2.	Mise à disposition de lieux d'emprunt de matériaux	88
30.3.	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	89
Article 31. Implantation des ouvrages		90
31.1.	Plan général d'implantation de l'ouvrage	90
31.2.	Piquetage général	90
31.3.	Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	91
Article 32. Préparation, coordination et exécution des travaux		96
32.1.	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	96
32.2.	Plans d'exécution et de synthèse – Notes de calculs – Études de détail - échantillons et prototypes fournis par le Titulaire	97
32.3.	Lutte contre le travail dissimulé	98
Article 33. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers		98
33.1.	Emplacement des installations	98
33.2.	Laboratoire et bureau de chantier	99
33.3.	Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale	99
33.4.	Mesures particulières concernant la sécurité et la santé	99
33.5.	Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	103
Article 34. Contrôles et Réception des travaux		103
34.1.	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	103
34.2.	Réception	104
34.3.	Mise à disposition provisoire de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	106
34.4.	Documents fournis à la date d'achèvement des travaux	107
34.5.	Formation	108
Article 35. Garanties contractuelles		108
35.1.	Délai de garantie de parfait achèvement	108
35.1.	Garanties particulières en ce qui concerne les espaces verts	109
Article 36. Remise en fin de Marché		109
36.1.	Continuité du service	109
36.2.	Documentation et bases de données	109

PARTIE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Définitions et Interprétations

1.1. Définitions

Pour l'application et l'interprétation du Marché, les mots et expressions figurant ci-après auront respectivement la signification qui leur est donnée par le présent Article :

Annexe	Désigne une annexe au présent Marché.
Article	Désigne un Article du présent Marché.
Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)	Désigne le groupement assurant les missions d'assistance technique, financière et juridique en phase de programmation, conception, réalisation et annexe de parfait achèvement.
Autorisation(s) Administrative(s)	Désigne l'ensemble des autorisations nécessaires à la réalisation des prestations mises à la charge du Titulaire et dont la conception, la préparation des dossiers de demande et le suivi jusqu'à leur obtention et/ou renouvellement et/ou mise à jour sont à la charge du Titulaire.
Avenant(s)	Désigne les documents écrits complétant et/ou modifiant les documents contractuels du Marché et signés par le Maître d'Ouvrage et le Titulaire, dans le respect du Code de la commande publique.
Bâtiment(s)	Désigne les ouvrages et installations inclus dans le périmètre du Marché.
Calendrier d'Exécution Détaillé	Désigne le document détaillé s'inscrivant dans le cadre des délais globaux du Calendrier Général d'Exécution. Ce calendrier prévoit le détail de l'ensemble des étapes de conception et de réalisation des ouvrages et installations, y compris les interventions de chaque corps d'état.
Calendrier Général d'Exécution	Désigne le document simple remis dans l'offre finale du Titulaire et indiquant à <i>minima</i> les délais contractuels, ainsi que les principales étapes des prestations du Marché et notamment de la conception et de la réalisation des ouvrages et installations.
Cause(s) d'Ajustement	Désigne les circonstances limitativement énumérées par le Plan de Mesures et de Vérifications dans lesquelles les Objectifs de performances sont ajustés pour tenir compte des modifications des données de la Situation de Référence.
Cause(s) Exonératoire(s)	Désigne les événements limitativement énumérés par le Marché, dans la mesure et la limite où leur survenance a une conséquence sur l'exécution et la durée des prestations de la Phase d'Exploitation-Maintenance, ce dont le Titulaire a la charge de la preuve.
Cause(s) Légitime(s)	Désigne les événements limitativement énumérés par le Marché, dans la mesure et la limite où leur survenance a une conséquence sur

	l'exécution et la durée des prestations de la Phase Conception-Réalisation, ce dont le Titulaire a la charge de la preuve.
CCP	Désigne le Code de la commande publique.
Compte GER	Désigne un compte de réserve sur lequel le Titulaire constitue des provisions afin de garantir le paiement des dépenses de gros entretien et renouvellement.
Connaissances Antérieures	<p>Désigne tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux Résultats et/ou sont fournies pour répondre aux besoins du Maître d'Ouvrage dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent au Maître d'Ouvrage, au Titulaire ou à des Tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du Marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.</p> <p>Les Connaissances Antérieures « standards » désignent les Connaissances Antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard. Il peut s'agir de logiciels standards ou progiciels sur étagère (sous licence dite « propriétaire » ou sous licence libre), d'accès à des bases de données, d'images provenant de banque d'images, etc.).</p>
Concepteur(s)	Désigne au sein du Groupement un architecte, un agréé en architecture ou une ou plusieurs sociétés d'architecture, inscrit au tableau de l'Ordre des architectes, associé(es) à un ou plusieurs bureaux d'études, formant le sous-groupement de conception. Le Concepteur assure la conception de l'ouvrage et le suivi de l'exécution des travaux relatifs au Programme, et plus globalement la maîtrise d'œuvre d'exécution.
Conseils	Désigne les prestataires qui assistent le Maître de l'Ouvrage, Assistant à Maître d'ouvrage (AMO) ou autres prestataires.
Constructeur(s) ou Réalisateur(s)	Désigne au sein du Groupement l'entreprise ou les entreprises en charge des travaux de réalisation, formant le sous-groupement de réalisation.
Contrôleur Technique	Personne désignée dans les documents particuliers du Marché pour remplir la mission de contrôle technique.

Date(s) Contractuelle(s) de Réception	Désigne les dates de Réception partielle ou totale des terrains et ouvrages, fixées dans le Calendrier Général d'Exécution.
Date d'Entrée en Vigueur du Marché	Désigne la date de Réception, par le Titulaire, de l'Ordre de Service de démarrage du Marché.
Date(s) Effective(s) de Réception	Désigne les dates effectives de Réception partielle ou totale des ouvrages et installations.
Garantie de Performance	Désigne les obligations de réparation à la charge du Titulaire en cas de non atteinte des Objectifs de Performance.
Groupement ou Titulaire	Désigne le Groupement conjoint avec Mandataire solidaire Titulaire du Marché.
Jours	Désigne le nombre de jours ouvrés.
Maître de l'Ouvrage, Maître d'Ouvrage ou Acheteur ou Pouvoir Adjudicateur	Désigne le Département des Hauts-de-Seine pour le compte duquel la mission est effectuée.
Mainteneur(s)	Désigne au sein du Groupement l'entreprise ou les entreprises en charge de l'exploitation-maintenance formant le sous-groupement d'exploitation-maintenance.
Mandataire du groupement	Désigne le représentant de l'ensemble des membres du Groupement vis-à-vis de l'acheteur, il coordonne les prestations des membres du Groupement.
Marché	Désigne le présent marché public global de performance ayant pour objet une opération multi-projets sur la commune de Courbevoie (92).
Mission	Désigne l'ensemble des prestations confiées au Titulaire par le Maître de l'Ouvrage aux termes du présent Marché.
Notification	Désigne l'action consistant à porter une information, un échange ou une décision à la connaissance de la ou des Parties par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.
Objectifs de Performance	Désignent l'ensemble des performances assignées au Titulaire en application du présent Marché.
Ordre(s) de Service	Désigne la décision du Maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du Marché.
Partie(s)	Désigne le Titulaire et/ou le Maître d'ouvrage, en qualité de Parties au Marché.
Période(s) de Suivi	Désigne les périodes de temps définies dans le Plan de Mesures et de Vérifications à l'issue desquelles les Parties vérifient l'atteinte des Objectifs de Performance.
Périodes de Préparation	Désigne les périodes pendant lesquelles, avant exécution proprement dite de chaque phase de réalisation, certaines dispositions

	préparatoires doivent être prises et certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages et installations doivent être établis.
Phase de Conception-Réalisation	Désigne la période débutant à la Date d'Entrée en Vigueur du Marché et s'achevant à la Date Effective de Réception.
Phase d'Exploitation - Maintenance	Désigne la période débutant à la Date de Prise en Charge des Installations Techniques et s'achevant à la fin du Marché.
Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé	Désigne le document définissant l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leur activité lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres intervenants.
Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé	Désigne le document établi par le Titulaire et/ou les Sous-Traitants contenant les informations sur l'entreprise et les dispositions prises en matière d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé. Le contenu, les conditions d'établissement et de transmission de ce document au Coordonnateur SPS, aux organismes de prévention et autorités administratives sont fixés par les articles L.4532-9 et suivants et R.4532-56 à R.4532-76 du Code du travail.
Programme	Désigne l'ensemble des interventions à la charge du Titulaire notamment pour atteindre les Objectifs de Performance.
Plan de Mesures et de Vérifications	Désigne le protocole méthodologique de mesures et de vérifications permettant de contrôler l'atteinte des Objectifs de Performance. Le Plan de Mesures et de Vérifications est plus amplement détaillé dans le Programme.
Réception	Désigne l'acte par lequel le Maître d'Ouvrage déclare accepter tout ou partie les ouvrages et installations avec ou sans réserve. Cet acte est le point de départ des délais de garantie dans les conditions fixées à l'Article 42 du présent CCAP.
Résultats	Désigne tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du Marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens. Les Résultats comprennent les éléments réalisés par le Titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite du Maître d'Ouvrage en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du Marché.

Sous-Traitant	Désigne une personne à laquelle le Titulaire confie, par un sous-traité et sous sa responsabilité, l'exécution d'une partie des prestations du Marché conclu avec le Maître d'Ouvrage.
Tiers	Désigne toute personne autre que le Maître d'Ouvrage et le Titulaire, leurs sous-traitants, fournisseurs, prestataires et préposés.
Titulaire	Désigne l'opérateur économique qui conclut le Marché avec le Maître d'Ouvrage. En cas de Groupement d'opérateurs économiques, le Titulaire désigne le Groupement représenté par son Mandataire.
Travaux Supplémentaires ou Modificatifs	<p>Désigne tous travaux ou fournitures ou prestations répondant aux critères cumulatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Demandés par le Maître d'Ouvrage, le cas échéant sur proposition du Titulaire, – Lors de la Phase de Conception-Réalisation, postérieurement à la Date d'Entrée en Vigueur du Marché, et préalablement à la Réception, – Pour lesquels le Marché n'a pas prévu de prix, – Mais qui ne sont ni des travaux correctifs (travaux qui résulteraient d'une erreur, d'un manquement ou d'un oubli du Titulaire, de ses Sous-Traitants, fournisseurs, prestataires ou préposés), ni des travaux consécutifs à la réalisation d'un risque relevant de la responsabilité du Titulaire au titre du Marché, ni des travaux nécessaires à l'exécution du Marché conformément aux documents contractuels, ni des travaux imposés par les règles de l'art ou par le respect de la législation et de la réglementation en vigueur à la date de remise de l'offre finale, et satisfont aux conditions posées par les articles L.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.
Prestations Supplémentaires ou Modificatives	<p>Désigne toutes prestations répondant aux critères cumulatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Demandées par le Maître d'Ouvrage, le cas échéant sur proposition du Titulaire, – Lors de la Phase d'Exploitation-Maintenance, – Ayant pour objet de modifier ou ajouter des prestations, – Mais qui ne sont ni des prestations correctives (prestations qui résulteraient d'une erreur, d'un manquement ou d'un oubli du Titulaire, de ses Sous-Traitants, fournisseurs, prestataires ou préposés), ni des prestations consécutives à la réalisation d'un risque relevant de la responsabilité du Titulaire au titre du Marché, ni des prestations nécessaires à l'exécution du Marché conformément aux documents contractuels, ni des prestations imposées par les règles de l'art ou par le respect de la législation et de la réglementation en vigueur à la date de remise de l'offre

	finale, et satisfont aux conditions posées par les articles L.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.
Variation des prix	Désigne la révision des prix du Marché au cours de son exécution.

1.2. Interprétations

Dans le Marché, sauf stipulation contraire :

- ♦ Les titres donnés aux Chapitres, Articles et Annexes ont pour seul but d'en faciliter la lecture et ne sauraient avoir d'influence sur l'interprétation ou l'application des stipulations du Marché et de ses Annexes ;
- ♦ Les termes définis à l'Article 1.1 du CCAP pourront être employés indifféremment au singulier ou au pluriel lorsque le sens ou le contexte l'exigeront ;
- ♦ Les renvois à un contrat ou autre document comprennent ses annexes ainsi que les modifications ou Avenants dont le contrat ou le document a fait l'objet ;
- ♦ Les renvois faits à des articles, chapitres ou annexes doivent s'entendre comme des renvois à des Articles, Chapitres ou Annexes du Marché.

Article 2. Objet du Marché et lieu d'exécution

2.1. Objet du marché

Le présent marché est un marché de conception-réalisation au sens de l'article L. 2171-2 du code de la commande publique et a pour objet la conception et la réalisation du groupe scolaire de la ZAC des Ecouardes de Taverny tel que défini dans le programme de l'opération.

Le marché comporte un seul lot, il est constitué de deux parties :

- **Partie A** : conception architecturale et technique incluant le suivi des travaux, telle que définie à l'article R. 2431-4 du Code de la commande publique :
 - Les études d'avant-projet sommaire (APS) ;
 - Les études d'avant-projet (APD) ;
 - Les études de projet (PRO) ;
 - La mission VISA (VISA) ;
 - La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux (DET) ;
 - L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Ces missions intégreront également les prestations suivantes :

- La coordination du système de sécurité incendie (SSI) en application des normes NFS 61-931 et 932,
 - L'organisation, le pilotage et la coordination des études et des travaux (OPC)
 - La mission simulation thermique dynamique (STD)
 - Les études géotechniques nécessaires
 - Toutes les demandes d'autorisation administratives nécessaires.
-
- **Partie B** : Etudes d'exécution et de synthèse, réalisation des travaux et mise en service de l'ouvrage

2.2. Niveau de prestations

Le Titulaire doit toutes les prestations expressément décrites non seulement dans le Programme et le présent document, mais aussi toutes les prestations nécessaires pour respecter les règles de l'art, les lois et règlements en vigueur.

2.3. Lieu d'exécution

ZAC Quartiers T - Secteur des Ecouardes Est à TAVERNY. Parcelle N°BT 115 - superficie de 5 437 m2.

Article 3. Intervenants – Identification des parties et interprétations

3.1. Maître d'ouvrage

À la demande de la ville de Taverny (95), Grand Paris Aménagement a pris l'initiative d'une opération d'aménagement multi-sites sur les secteurs Cœur de ville, Verdun-Plaine et Ecouardes Est à Taverny, pour accompagner la Ville dans un projet urbain d'ensemble pour les prochaines années.

Dans ce contexte, Grand Paris Aménagement assure la maîtrise d'ouvrage du projet d'écoquartier dans la ZAC Quartiers des T, dont le groupe scolaire objet de la présente consultation.

Une convention sera signée entre GPA et la Ville pour permettre la rétrocession du groupe scolaire à la Ville à la réception des travaux.

GPA et la Ville travaillent en lien étroit et prennent ensemble les grandes décisions concernant le pilotage du projet. Ainsi, la ville sera associée à toutes les étapes des études et des travaux afin de partager l'avancement du projet et de participer, le cas échéant aux validations et aux arbitrages nécessaires.

La Ville sera conviée à certaines réunions de maîtrise d'ouvrage en présence des représentants du titulaire et sera conviée également aux opérations de réception.

Elle sera autorisée à suivre l'évolution des travaux et aura accès au chantier après accord du maître d'ouvrage ; Elle ne pourra présenter d'observations qu'au maître d'ouvrage.

Maître d'ouvrage

Grand Paris Aménagement, représenté par son Directeur Général Monsieur Stéphan de Fay.

Département Achats et Marchés - Grand Paris Aménagement

Grand Paris Aménagement

CS 10052

11 rue de Cambrai

Paris Cedex 19

75945

Téléphone : 01 40 04 66 00

Courriel : serviceachats@grandparisamenagement.fr

SIRET : 64203694100036

Site internet : <https://www.grandparisamenagement.fr/>

Représentant du Maître d'ouvrage pour l'exécution du marché

Dès la notification du Marché, le Maître d'ouvrage désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter respectivement pour les besoins de l'exécution du Marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Durant toute la durée du Marché, le Maître d'ouvrage et ses conseils exerceront un contrôle continu sur les prestations réalisées et les différents rendus du Titulaire.

3.2. Titulaire du Marché

3.2.1. Titulaire

Le titulaire du Marché est l'opérateur économique auquel a été attribué le Marché et signataire de l'acte d'engagement ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, l'ensemble des membres dudit groupement (lequel est ci-après désigné, le « **Groupement** ») auquel a été attribué le Marché.

Le titulaire du Marché est ci-après désigné, que ce titulaire soit un opérateur unique ou l'ensemble des membres du groupement d'opérateurs économiques, le « **Titulaire** ».

En cas de groupement d'opérateurs économiques, conformément à l'article R. 2142-22 du code de la commande publique et quelle que soit la forme retenue par le Groupement au stade de la passation du présent Marché, il devra nécessairement adopter la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire pour l'exécution du marché.

Dans l'hypothèse où la forme du Groupement ne répondait pas à cette exigence au stade de la passation du Marché, et si la forme du Groupement n'a pas été modifiée dans l'acte d'engagement au cours de la mise au point du marché, l'acte d'engagement pourra être modifié au titre de cette clause claire précise et non équivoque afin de modifier la forme du Groupement en groupement conjoint avec mandataire solidaire.

A la remise de leur candidature les membres du Groupement, désignent, un mandataire pour agir au nom et pour le compte du Groupement.

Le membre du groupement d'opérateurs économiques ainsi désigné dans le marché comme mandataire (ci-après, le « **Mandataire** »), représente l'ensemble des membres du groupement pour l'exécution du marché.

Le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date d'échéance de la garantie de parfait achèvement.

Le Mandataire supportera, vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, l'intégralité des obligations du Titulaire au titre du Marché à charge pour le Mandataire d'exercer à l'encontre de chacun des autres membres composant le Titulaire les droits, actions ou recours qui lui sembleront bons.

Le Mandataire devra en cas de défaillance d'un membre, informer le Maître d'Ouvrage immédiatement et pallier cette défaillance, ou/et se substituer au membre défaillant de manière à remplir l'ensemble de ses obligations au titre du présent Marché.

Le Titulaire, via le Mandataire, est tenu de notifier sans délai au Maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du Marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du Marché.

Lorsque le Titulaire est constitué sous la forme d'un Groupement, l'obligation de notifier au Maître d'ouvrage ces modifications concerne chacun des membres du Groupement.

D'une manière générale, le Maître d'ouvrage est tenu informé de toute modification importante survenant chez l'un des membres du Groupement constituant le Titulaire afin qu'il prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du Marché.

3.2.2. Représentant du Titulaire

Le titulaire désigne dans le cadre de son offre, un Directeur de projet interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage à le représenter pour les besoins de l'exécution du Marché.

Dans l'hypothèse où le Directeur de projet ne remplit pas correctement ses fonctions vis-à-vis du Maître d'ouvrage, celui-ci se réserve le droit d'en demander le changement.

A titre exceptionnel (notamment en période de congés), le Titulaire pourra solliciter un changement temporaire (voire, si justifié, définitif) du Directeur de projet. Le remplaçant proposé devra être, au minimum, aussi compétent que celui initialement désigné.

Le changement de tout Directeur de projet devra être notifié par écrit au Maître d'ouvrage au moins quinze (15) jours avant la date de son remplacement. Pour permettre au Maître d'ouvrage d'apprécier les compétences du remplaçant proposé, le Titulaire devra joindre, à l'appui de sa demande le curriculum-vitae de la personne proposée. Le Maître d'ouvrage disposera alors de quinze (15) jours, à compter de la notification de ce changement pour accepter ou récuser, au vu de ses qualifications, le remplaçant proposé. Le silence gardé par le Maître d'ouvrage pendant plus de quinze (15) jours à compter de la notification de ce changement, vaut récusation du remplaçant proposé.

La méconnaissance de ces dispositions par le Titulaire entraîne l'application des mesures coercitives prévues par l'Article 26.7 du présent CCAP et peut également entraîner l'application des pénalités prévues par l'article 27.2. du présent CCAP.

De façon générale, le Mandataire du Groupement veillera à porter une attention particulière à l'adéquation entre les compétences des membres du Groupement et sa présence aux étapes clés pour toute la durée de l'exécution du Marché.

Le Directeur de projet du Titulaire est, l'interlocuteur dédié du Maître d'ouvrage pour le suivi de l'exécution technique du Marché, et devra notamment :

- Être le garant de la bonne coordination du Groupement Titulaire,
- Assurer toute notification des documents d'études (plans, schémas, notes, ...),
- Recevoir les instructions écrites du Maître d'ouvrage,

- Participer aux réunions diverses qui pourront être organisées par le Maître d'ouvrage,
- Assurer l'information du Maître d'ouvrage sur les conditions d'exécution du présent Marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché. Le cas échéant, le Mandataire en informe le Maître d'ouvrage en lui notifiant la personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du Marché

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3.2.3. Identification de l'équipe de maîtrise d'œuvre (Concepteur)

Conformément à l'article L. 2171-7 du Code de la commande publique, l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation est identifiée à l'acte d'engagement.

L'équipe de maîtrise d'œuvre est ci-après désignée le « **Concepteur** ».

Cette équipe doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

Lorsqu'un ou plusieurs membres de l'équipe de maîtrise d'œuvre ne sont plus en mesure d'accomplir la tâche de conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation, le Titulaire doit :

- en informer sans délai le Maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au Maître d'ouvrage un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par le Maître d'ouvrage, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le Maître d'ouvrage récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le Maître d'ouvrage est motivée.

Les informations, propositions et décisions du Maître d'ouvrage sont notifiées selon les modalités fixées à l'article 9.1.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le Maître d'ouvrage, le marché peut être résilié pour faute dans les conditions prévues à l'article 26.3.

3.3. Intervenants liés directement au Maître d'ouvrage

3.3.1. Assistants à maîtrise d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage a confié une mission d'assistance technique à la société AREP (ci-après, « **AMO-T** » ou la « **société AREP** », elle comprend :

- L'élaboration du programme technique détaillé ;
- L'assistance du maître d'ouvrage en phase concours ;
- L'assistance du maître d'ouvrage en phase conception.

3.3.2. Contrôle technique

Le Maître d'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé. Il interviendra dès la phase d'analyse des offres et jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement. Il sera chargé des missions suivantes, telles que définies par le cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés publics de contrôle technique (CCG-CT), approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999, par son annexe A et par la Norme NF P 03-100

L	Solidité des ouvrages constitutifs ou indissociables au bâtiment
SEI	Sécurité des personnes dans les établissements recevant du public et IGH
ENV	Environnement
P1	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
PHa	Isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
PHe	Limitation du bruit dans les établissements d'enseignement
TH	Isolation thermique et économies d'énergie
HAND	Vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées
GTB	Gestion Technique du Bâtiment
HYSa	Hygiène et santé dans les bâtiments autres que d'habitation
F	Fonctionnement des installations
PV	Recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations
CONSUEL	Vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension
ATEX	Conformité à la directive ATEX (Code du travail)
ATT HAND	Attestation finale de vérifications de l'accessibilité aux personnes handicapées définie par l'arrêté du 22 mars 2007
	Vérification des équipements sportifs, de loisirs et des aires de jeux et attestation

Attestation de la prise en compte de la réglementation thermique à l'achèvement des travaux (article R.111-20-3 du code de la construction et de l'habitation et article R.462-4- 1 du code de l'urbanisme)

Avis sur les offres lors de la sélection des groupements

Assistance éventuelle à la Maîtrise d'ouvrage lors des auditions

En tout état de cause, le Titulaire devra communiquer au Contrôleur Technique tous les documents et éléments nécessaires à celui-ci afin qu'il puisse exécuter sa mission.

Le Titulaire devra procéder à leur établissement et obtenir, avant tout commencement d'exécution des prestations prévues au Marché, les visas du Contrôleur Technique, ainsi que, le cas échéant, des autres assistants techniques à maîtrise d'ouvrage que le Maître d'ouvrage se réserve le droit de désigner.

Le Titulaire doit tenir informé le Contrôleur Technique de l'évolution de la conception et de la réalisation de l'ouvrage. Il doit tenir compte des avis du Contrôleur Technique.

Dans le cas d'avis défavorables ou suspendus n'appelant pas de remarques du Titulaire, celui-ci doit modifier le projet en conséquence (plans ou pièces écrites), transmettre toutes les informations nécessaires au Contrôleur Technique ou donner tous ordres sur chantier pour lever ces avis défavorables ou suspendus. Toutefois, si le Titulaire considère non fondés les avis du Contrôleur Technique, il doit sous quinze (15) jours ouvrés courant à compter de la notification de l'avis du Contrôleur technique, faire état au Maître d'ouvrage de ses observations et de son appréciation et proposer sous sa responsabilité les mesures qu'il envisage de prendre.

En tout état de cause, le Titulaire doit tenir informé le Contrôleur Technique de la suite qu'il envisage de donner à ses avis en vue d'établir la (ou les) solution(s) qui devra(ont) recevoir un accord sans réserve du Contrôleur Technique tant au stade de la conception que de la réalisation de l'ouvrage.

3.3.3. Coordination en matière de sécurité et de protection de santé

Le Maître d'ouvrage sera assisté d'un **coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)**. Ledit coordonnateur sera désigné ultérieurement.

Il sera chargé des missions afférentes à une opération de 1^{ère} catégorie.

Le Titulaire doit tenir informé le coordonnateur SPS de l'évolution de la conception et de la réalisation de l'ouvrage. Il est conféré au coordonnateur SPS l'autorité nécessaire notamment pour :

- prescrire des solutions constructives ou des modes opératoires de nature à supprimer ou à diminuer les risques engendrés par la réalisation des travaux sur l'ouvrage en construction ou pour les interventions ultérieures,
- arrêter les travaux sur chantier s'il le juge utile en cas de survenance de danger grave imminent.

Le Titulaire doit tenir compte des avis du coordonnateur SPS.

3.3.4. Conseils

En tout état de cause, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de recourir, à tout moment, aux services d'un ou de plusieurs AMO spécialisés, notamment dans des domaines techniques tels que l'acoustique ou dans des domaines juridiques tels que l'assurance.

3.4. Clause d'insertion sociale

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, et conformément à l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le Titulaire est tenu de confier en faveur de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières un volume d'heures minimum d'insertion professionnelle figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement..

L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
 - personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
 - personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
 - personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
 - personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
 - personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
 - personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
 - demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
 - bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
 - personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
 - bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
 - jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;

- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le Titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des personnes visées par l'action d'insertion professionnelle et définies ci-avant. Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le Titulaire peut bénéficier de l'accompagnement d'un facilitateur dont les coordonnées sont précisées dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement au Marché.

Dans le cadre du Marché, le facilitateur a pour mission notamment :

- d'accompagner le Titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc..) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du Titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics ;

- de mesurer et de communiquer auprès du Maître d'ouvrage et du Titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du marché.

Le Titulaire désigne, à l'annexe 2 de l'acte d'engagement, un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du Maître d'ouvrage et du facilitateur.

Le Titulaire transmet au Maître d'ouvrage, et le cas échéant au facilitateur, dès lors que le maître d'ouvrage lui a communiqué les coordonnées du facilitateur, toutes informations utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale.

Ces informations sont transmises mensuellement au Maître d'ouvrage et au facilitateur et comportent *a minima* :

- L'identification des personnes bénéficiant de l'action d'insertion et le justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées
- La date d'embauche ;
- Le type de contrat ;
- Le, poste occupé ;
- L'attestation trimestrielle d'heures d'insertion ;
- Le récapitulatif des factures.

Sur toute demande du Maître d'ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le Titulaire et, le cas échéant, le facilitateur.

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- le Titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, établit pendant toute la durée du marché un bilan annuel sur la base des bilans transmis au maître d'ouvrage ;
- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché et le transmet au maître d'ouvrage avant l'échéance du Marché et la finalisation du décompte général.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion et comportent, *a minima*, les renseignements prévus dans les informations mensuelles.

3.5. Objectifs de favorisation de l'accès à la commande publique des TPE/PME

Conformément aux articles L. 2171-8 et R. 2171-23 du code de la commande publique, le Titulaire confie, ou s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises (PME), ou à des artisans, l'exécution d'une part du Marché représentant au moins **vingt pour cent (20%)** du montant prévisionnel dudit contrat ou le pourcentage sur lequel s'est engagé le Titulaire au titre de l'annexe 3 à l'acte d'engagement si ce pourcentage est supérieur au pourcentage minimal de 20% précité.

Pour l'exécution de cette obligation, il est précisé que :

- Conformément à l'article 3 du décret n°2008-1354 du 18 décembre 2008 *relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique*, les petites et moyennes entreprises (PME) sont des entreprises qui :
 - D'une part, occupent moins de 250 personnes ;
 - D'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros ;
- la notion est celle définie par le code de l'artisanat et plus précisément son article [R. 211-1](#) ;

Pour l'application du présent Article, le montant prévisionnel du Marché s'entend du montant initial de son prix global et forfaitaire définitif.

Article 4. Pièces constitutives du Marché

Les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1. L'acte d'engagement (AE), tel qu'éventuellement modifié au titre de la mise au point du Marché, et ses annexes, à savoir :
 - a) L'annexe portant sur la répartition du prix entre les membres du groupement ;
 - b) En cas de demandes de sous-traitance produites à l'appui de l'offre, et pour chaque sous-traitant présenté, l'annexe à l'acte d'engagement portant acte spécial de sous-traitance (AS) (ou l'imprimé DC4), dans leur version en vigueur, résultant des éventuelles modifications introduites par voie d'acte modificatifs ;
 - c) L'annexe d'insertion sociale ;
2. Le cas échéant, l'annexe portant mise au point des composantes du Marché (Ouv11 ou équivalent) ;
3. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe relative à la gestion des déchets ;
4. Le programme technique détaillé et ses annexes ;
5. Le calendrier général prévisionnel (et ses mises à jour éventuelles, approuvées par la maîtrise d'ouvrage)
6. Les prescriptions Conception-Réalisation
7. Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution
8. Le plan général de coordination (PGC) établi par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, et le règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et de conditions de travail (CISSCT) si la constitution de celui-ci est requise
9. Le rapport initial de contrôle technique, établi par le Contrôleur Technique au vu des études de projet (PRO) et du cahier des clauses techniques particulières des travaux (CCTP) établi par le Titulaire dans le cadre de son offre.
10. Les actes spéciaux de sous-traitance (AS), postérieurs à la notification du Marché ;
11. L'offre technique du Titulaire et ses annexes rendues au stade de l'offre;
12. Le CCTG et les fascicules correspondants applicables au présent marché.

En cas de discordance entre les pièces du marché et notamment entre le programme et le projet présenté, toutes les prestations du candidat jugées d'un niveau supérieur à celles du programme sont réputées acquises par le maître d'ouvrage. Pour les prestations jugées d'un niveau inférieur, ce sont celles du programme qui priment sauf acceptation formelle du Maître d'ouvrage.

Le prestataire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Article 5. Durée du Marché

La durée court à compter de la notification du marché et s'achève à l'expiration de la garantie de parfait achèvement des travaux.

La date d'entrée en vigueur du marché désigne la date de notification du marché au Titulaire par le Maître d'ouvrage.

Article 6. Délais d'exécution

6.1. Principes

Les délais d'exécution des phases de conception et de réalisation sont indiqués à l'Acte d'Engagement. En cas d'optimisation du délai par le Titulaire, celui-ci devient contractuel et il se supplée au délai correspondant prévu par l'Acte d'engagement.

Les délais d'exécution courent à compter de la notification de l'ordre de service ordonnant le déclenchement des prestations ou de la date de commencement desdites prestations fixée par cet ordre de service.

6.2. Prolongation des délais d'exécution

En dehors des causes légitimes, la prolongation des délais d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

6.2.1. Définition des Causes Légitimes

Constituent des « Causes Légitimes » les événements limitativement énumérés ci-après, dans la mesure et la limite où leur survenance a une conséquence significative sur l'exécution et la durée des prestations du Marché, ce dont le Titulaire a la charge de la preuve :

- (a) Le fait du Maître d'ouvrage ou d'un prestataire du Maître d'ouvrage ;
- (b) Une rencontre de difficultés imprévues au cours du Marché ou un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative ;
- (c) Tout fait non imputable au Titulaire entraînant un retard dans l'obtention des Autorisations Administratives nécessaires à la bonne exécution du Marché, une non-obtention des Autorisations Administratives, ou un retrait des Autorisations Administratives ;
- (d) Le retard résultant des injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter tout ou partie des prestations, dès lors qu'elles ne résultent pas d'un fait imputable au Titulaire ;

- (e) L'arrêt des travaux en raison d'un ordre de réquisition du Titulaire, dès lors qu'il ne résulte pas d'un fait imputable au Titulaire ;
- (f) Le retard résultant des intempéries, au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers. Dans ce cas, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, fixé à dix (10) jours ouvrés pour chaque phase de réalisation. Dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après énuméré aura été constaté.
- (g) Le retard provoqué par les troubles résultant de cataclysmes naturels, hostilités, révolutions, actes terroristes, émeutes, manifestations violentes, incendies, inondations (notamment crues décennales), troubles résultant de l'atteinte du niveau 6 d'alerte d'une pandémie ;
- (h) Le retard dû à une grève générale ou particulière aux activités touchant le secteur du bâtiment, du transport ou de l'énergie au-delà de dix (10) jours consécutifs. Une grève interne et propre au Titulaire ou à ses prestataires ou sous-traitants n'est pas considérée comme une Cause Légitime ;
- (i) Le retard consécutif à la découverte de la présence de légionnelle, d'insectes xylophages ou de champignons lignivores, dont le Titulaire n'aurait pas été informé avant la remise de son offre finale.
- (j) Conformément aux articles L.2711-1 et suivants du Code de la commande publique, en présence de circonstances exceptionnelles affectant les conditions d'exécution du Marché ;
- (k) Les troubles résultant de mesures légales ou réglementaires applicables sur le lieu d'exécution du Marché, dans le cadre d'une pandémie ou d'un état d'urgence sanitaire ;
- (l) Les troubles résultant de l'impossibilité de réception de matériaux ou équipements nécessaires à l'exécution du Marché, en raison d'une pandémie ou d'un état d'urgence sanitaire, en France ou à l'étranger si ces matériaux ou équipements y sont produits.
- (m) L'arrêt des travaux en raison d'une décision des services des affaires culturelles consécutive à la mise à jour d'objets ou de vestiges.

S'agissant de la prolongation des délais en raison d'intempéries, elle ne peut survenir que selon les modalités ci-après définies.

Les intempéries au-delà des seuils suivants qui, d'une part, ont été justifiées par les relevés de la station météorologique de Pontoise (station de référence) fait foi et, d'autre part, ont eu une influence directe sur le déroulement des travaux, sur attestation de la maîtrise d'œuvre :

Pour être prises en compte, les intempéries devront :

- Avoir fait l'objet de constats contradictoires ;
- Être déclarées dans la journée même par le titulaire à sa caisse de congés Intempéries (justificatifs d'envoi et d'enregistrement à joindre à la demande) comme arrêtant l'exécution de toutes les tâches du calendrier ;
- Faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre au représentant du maître de l'ouvrage, le jour même.

Le décompte des intempéries est régulièrement porté au compte-rendu de chantier.

Le Titulaire devra également apporter la preuve qu'aucune autre tâche ne pouvait être réalisée sur le chantier durant la période considérée.

Tâches non soumises aux intempéries

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- Les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos couvert et/ou préchauffage,
- L'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes.

Caractérisations spécifiques des intempéries :

- Intempéries type A : Travaux de terrassement et fondations – Structure béton armé - Étanchéité – façades – VRD ;
- Intempéries type B : Travaux de structure béton armé - Façades - charpente - couverture - vitrerie extérieure ;
- Intempéries type C1 : Travaux de menuiseries extérieures - travaux de béton - étanchéité.
- Intempéries type C2 : Autres lots avant clos couvert
- Intempéries type C3 : Enduits et peintures des façades.
- A pluie et neige : si entre 6 heures et 18 heures il est tombé plus de 15 mm d'eau sur une surface d'un mètre carré (ou l'équivalent en neige au sol à l'ouverture du chantier) suivant relevés de la station de météo de référence.
- B vent : si pendant au moins 4 heures consécutives des rafales de vent sont relevées par la station météo de référence, empêchant la mise en œuvre d'une façade ou l'utilisation d'une grue pendant au moins la moitié de la journée ;
- C1 Gel : si, la température extérieure étant à 7 heures inférieure à -5°C (moins cinq degrés centigrades), elle est encore à 18 heures inférieure à -4°C (moins quatre degrés centigrades) ;
- C2 Gel : si, la température extérieure étant à 7 heures inférieure à -6°C (moins six degrés centigrades), elle est encore à 10 heures inférieure à -2°C (moins deux degrés centigrades), cette condition n'étant toutefois pas applicable si, par suite de chauffage partiel ou total, une température de +10°C (plus dix degrés centigrades) est assurée dans les locaux où sont exécutés les travaux ;
- C3 Froid : si, la température extérieure étant à 7 heures inférieure à +4°C (quatre degrés centigrades), elle est encore à 18 heures inférieure à +5°C (cinq degrés centigrades) ;

En cas de litige, seuls les bulletins de la station météorologique de référence désignée ci-avant sont à prendre en compte.

Les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-avant.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Aucune prolongation des délais ne peut être justifiée par une cause du retard imputable au Titulaire ou à ses prestataires ou sous-traitants.

Effets des Causes Légitimes

Quand le Titulaire invoque la survenance de l'une des Causes Légitimes ci-dessus énumérées, il doit le notifier au Maître d'Ouvrage dans un délai de cinq (5) jours à compter de la survenance d'une telle cause ou du moment où le Titulaire aurait dû en avoir connaissance, par tout moyen permettant de donner date certaine.

La Notification porte au minimum les mentions obligatoires suivantes :

1. L'événement dont la survenance est invoquée,
2. Les conséquences sur le déroulement de l'exécution de ses obligations par le Titulaire, et le périmètre de l'opération concernée,
3. Les mesures que le Titulaire entend mettre en œuvre afin d'atténuer les effets de l'événement sur l'exécution de ses obligations au titre du Marché.

Faute d'avoir notifié la Cause Légitime dans les formes et délais ainsi définis, le Titulaire pourra se voir refuser par le Maître d'Ouvrage le bénéfice de la survenance d'une telle cause.

Lorsque la Cause Légitime est admise par le Maître d'Ouvrage par tout moyen permettant de donner date certaine, les délais contractuels sont prorogés et les pénalités sont inapplicables. Un Ordre de Service notifie au Titulaire la durée de la prolongation.

En outre, les Parties se rencontreront afin d'examiner les conditions et modalités de poursuite du Marché.

Lorsque les effets de la Cause Légitime prennent fin, l'obligation d'exécuter le Marché dans des conditions normales s'impose à nouveau aux Parties.

6.2.2. Ajournement

L'ajournement des travaux peut être décidé par le Maître d'Ouvrage. Il est alors procédé à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, engins immobilisés et des matériaux approvisionnés.

La décision d'ajournement doit être prise expressément par le seul Maître d'Ouvrage.

Au titre de l'indemnité d'ajournement, ne pourront être prises en compte que les dépenses suivantes, dûment justifiées et n'ayant pas fait l'objet d'une prise en charge même partielle par le Maître d'Ouvrage :

- De coûts liés aux mesures conservatoires nécessaires pour protéger les travaux exécutés, ainsi que des frais de garde du chantier (palissade, gardiennage...).
- De coûts liés aux matériaux et consommables qui ont été approvisionnés sur le chantier, et qui ne sont pas réutilisables sur le chantier (stockage, transport sur un autre chantier, perte, revente avec perte...).
- De coûts liés aux personnels et aux matériels et engins immobilisés sur le chantier, dans la limite de la possibilité de les réaffecter ailleurs.

- De frais financiers supplémentaires (frais de découvert bancaire, extension des frais de caution et d'assurance...).
- De la non-couverture des frais généraux.
- En cas de résiliation du Marché uniquement : du manque à gagner (bénéfice que l'entreprise était en droit d'attendre si le Marché avait été entièrement exécuté).

Le montant de l'indemnité d'ajournement est plafonné à la prise en charge des dépenses correspondant à un (1) mois d'ajournement.

6.2.3. Force majeure

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du Marché, le Titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du Marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale au Maître d'ouvrage les causes faisant obstacle à l'exécution du Marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du Marché, dans le cas où le Marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au Maître d'ouvrage la durée de la prolongation demandée. Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la demande du Titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le Marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. Le silence gardé par le Maître d'ouvrage pendant plus de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la demande du Titulaire vaut refus de cette demande.

Le cas de force majeure permet au Titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution du Marché (prolongation des délais, non application des pénalités de retard).

L'indemnisation du Titulaire sera donc limitée aux seules pertes matérielles directement provoquées par le cas de force majeure.

Est ainsi notamment exclue la prise en charge de :

- Frais de garde
- Manque à gagner,
- Pertes engendrées par les immobilisations de matériel, d'engin et de personnel et toute autre circonstance provoquées par la désorganisation du chantier.

6.3. Recours contre des Autorisations Administratives

Si une ou plusieurs des Autorisations Administratives requises pour la réalisation du présent Marché font l'objet d'un recours contentieux ou administratif, la première des parties informée de la formation d'un tel recours informe l'autre partie de l'existence du recours, par lettre recommandée avec avis de réception et par voie électronique dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de notification du recours.

Le Maître d'ouvrage et le Titulaire se rencontrent dans les meilleurs délais, et au plus tard dans un délai de huit (8) jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Pendant une période qui ne pourra excéder un (1) mois suivant la première rencontre entre les Parties, le Maître d'ouvrage et le Titulaire examinent conjointement la portée du recours pour tenter de trouver ensemble

une solution préservant leurs intérêts respectifs, et ce dans le respect de la commune intention des parties qui a conduit à la signature du présent Marché.

Dans un délai de deux (2) jours à compter de l'issue de cette période d'examen, le Titulaire est tenu d'informer le Maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception et par voie électronique de son avis motivé sur la solution à adopter. Il joint à cet avis l'ensemble des documents et éléments justifiant ledit avis. Les éléments transmis par le Titulaire sont mis à jour, à ses frais, pour tenir compte de tout élément nouveau apparaissant pendant l'examen de ce recours.

Pendant la période d'examen de la portée de ce recours, le Titulaire aura l'obligation de poursuivre l'exécution du Marché.

A l'issue de cette période, le Maître d'ouvrage peut décider :

(i) de poursuivre l'exécution du Marché : nonobstant le recours notifié au Maître d'ouvrage, ce dernier peut décider de poursuivre l'exécution du Marché. Il notifie alors sa décision au Titulaire.

(ii) de résilier le Marché : le Maître d'ouvrage peut décider de prononcer la résiliation du Marché. Il notifie alors sa décision au Titulaire.

(iii) de suspendre l'exécution du Marché. Les délais d'exécution du Marché sont alors prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'événement considéré aura mis obstacle à l'exécution du Marché.

6.4. Recours contre le Marché

En cas de recours formé à l'encontre du Marché, le Maître d'ouvrage informe sans délai le Titulaire, par tout moyen donnant date certaine, de l'existence d'un tel recours.

Parallèlement, les Parties se rencontrent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la notification du recours, à la demande de la Partie la plus diligente, laquelle est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, pour évaluer les conséquences de cette situation.

Pendant la concertation entre les Parties, le Titulaire aura, sauf décision contraire du Maître d'ouvrage, l'obligation de poursuivre l'exécution du Marché. A l'issue de cette concertation, le Maître d'ouvrage pourra décider soit :

(i) de poursuivre l'exécution du Marché : nonobstant le recours notifié au Maître d'ouvrage, ce dernier peut décider de poursuivre l'exécution du Marché. Il notifie alors sa décision au Titulaire.

(ii) de résilier le Marché : le Maître d'ouvrage peut décider de prononcer la résiliation du Marché. Il notifie alors sa décision au Titulaire.

(iii) de suspendre l'exécution du Marché. Les délais d'exécution du Marché sont alors prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'événement considéré aura mis obstacle à l'exécution du Marché.

À tout moment, le Maître d'ouvrage peut, après concertation avec le Titulaire, mettre fin à la suspension de l'exécution du Marché et prononcer soit la poursuite, soit la résiliation du Marché.

Le Maître d'ouvrage informe le Titulaire de sa décision de poursuivre, de résilier ou de suspendre le Marché, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification du recours faite au Titulaire. En cas de résiliation pour ce motif, le Titulaire ne pourra pas prétendre à une indemnité autre que le paiement des travaux déjà réalisés.

A défaut de décision du Maître d'ouvrage dans le délai de deux (2) mois à compter de la notification du recours faite au Titulaire, le Maître d'ouvrage est réputé avoir ordonné la poursuite de l'exécution du Marché.

Article 7. Engagements des Parties

7.1. Engagements du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage, assisté de ses conseils, est notamment chargé :

- De la mise à la disposition du Titulaire des parcelles utiles à l'exécution de ses obligations au titre du Marché ;
- De l'acquittement du prix du Marché dans les conditions stipulées aux présentes, sous réserve de la réalisation par le Titulaire de ses obligations conformément aux stipulations du Marché ;
- De l'acceptation éventuelle des sous-traitants et en conséquence de l'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance, étant toutefois précisé que le Titulaire reste seul responsable de la bonne exécution des obligations des sous-traitants et que le Maître d'ouvrage peut refuser d'agréer un sous-traitant présenté par le Titulaire ;
- De prononcer, le cas échéant, la(les) réception(s) des études de conception, des travaux et des prestations réalisées par le Titulaire.

7.2. Engagements du Titulaire

7.2.1. Déclarations administratives

Le Titulaire déclare et garantit au Maître d'ouvrage, à la date d'entrée en vigueur du Marché et aussi longtemps que ce dernier est en vigueur, que :

- Capacité et autorisations : il a la capacité et les autorisations sociales requises pour conclure le Marché et exécuter toutes les obligations qui en découlent pour lui ;
- Absence de violation : ni la signature du Marché, ni l'exécution des obligations qui en découlent pour lui, ne sont contraires à une disposition quelconque de ses statuts, à une disposition législative ou réglementaire qui lui est applicable, à une stipulation d'un contrat ou d'un engagement auquel il est parti ou à une décision judiciaire ou arbitrale exécutoire à laquelle il est soumis ;
- Caractère obligatoire : ses engagements au titre du Marché sont valables, lui sont opposables et peuvent faire l'objet de mesures d'exécution à son encontre conformément aux termes du Marché.

En cas de manquement du Titulaire à ces déclarations, ce dernier s'expose à la résiliation pour faute du Marché, conformément aux stipulations du présent Marché.

7.2.2. Déclarations techniques

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité de circonscrire exactement le champ de sa mission objet du présent Marché.

Il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission ou insuffisance de description pour refuser d'exécuter les prestations nécessaires au bon accomplissement de sa mission et en particulier les prestations connexes sans lesquelles les prestations principales seraient défaillantes.

Plus particulièrement, le Titulaire déclare :

- Qu'il a pris connaissance des emprises, qu'il en a apprécié les difficultés : conditions d'accès, état des lieux, desserte en voirie, réseaux divers, présence de réseaux, moyens de communication, ressources en main d'œuvre et d'une manière générale tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des phases de conception et de réalisation.
- Qu'il a pris connaissance de l'environnement du marché.
- Qu'il a estimé l'ensemble des sujétions techniques, administratives et financières découlant des termes du Marché,
- Qu'il a obtenu tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître d'ouvrage et auprès de tous services ou autorités compétents.

7.2.3. Obligation de résultat

Le Titulaire doit mener à bien la conception et la réalisation du Groupe scolaire objet du Marché en atteignant l'ensemble des objectifs prévus par le Marché (délais, coût, obligations : architecturales, techniques, performancielles, fonctionnelles, etc.), ceci dans le cadre d'un environnement organisationnel (pluralité d'acteurs...), juridique (procédures publiques, autorisations administratives) et technique (normes, règles de l'art, etc.) complexe et évolutif.

Compte tenu de l'étendue de la mission qui lui est confiée et de son implication très en amont de l'opération, le rôle du Titulaire dans la réussite de l'opération est prépondérant et totalement déterminant.

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat vis-à-vis des objectifs du Maître d'Ouvrage fixés dans les pièces du Marché et notamment, le respect du Calendrier général d'exécution des prestations, sauf événement constitutif d'une Cause Légitime.

Ainsi, bien que les pièces du Marché aient pour objet de préciser le contenu des missions attendues de la part du Titulaire au titre de son Marché, toute omission de certains éléments de mission dans le présent Marché qui seraient pour autant rendus nécessaires pour le bon déroulement de l'opération et qui ne seraient pas explicitement mentionnés comme relevant du Maître d'Ouvrage sont réputés assurés par le Titulaire.

Cette obligation de résultat n'affranchit pas le Titulaire de satisfaire aux obligations de moyens prévus par le Marché.

7.2.4. Obligation de conseil

Le Titulaire est soumis à une obligation de conseil auprès du Maître d'ouvrage qui portera sur l'ensemble de l'opération.

Il sera privilégié une approche systémique qui visera à identifier les risques pesant sur le déroulement de l'opération afin de guider les acteurs de l'opération sur les dispositions à prendre pour les supprimer ou à défaut les limiter de sorte que les conséquences sur les Parties soient les plus réduites possibles.

Le Titulaire assurant le rôle de Maître d'œuvre, il est soumis à l'ensemble des missions de conseil inhérentes à la fonction de maîtrise d'œuvre.

Il s'agira notamment, sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative :

- Des dispositions à prendre dans le cadre de la protection du travail clandestin,
- De la vigilance concernant la sous-traitance irrégulière,
- Des dispositions relatives à la santé et à la sécurité des personnels affectés aux travaux,
- Des dispositions à prendre pour maintenir la sécurité et la circulation des personnes et des biens,
- De la protection des avoisinants.

Enfin, le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier. L'intervention du coordonnateur SPS ne dispense pas le Titulaire de ses obligations.

7.3. Poursuite de l'exécution

Le marché est conclu par Grand Paris Aménagement en sa qualité de Maître d'ouvrage de l'opération.

Le Titulaire s'engage à en poursuivre l'exécution avec tout tiers qui serait substitué au Grand Paris Aménagement en qualité de Maître d'ouvrage de tout ou partie de l'opération et notamment en cas de substitution de la ville de Taverny à Grand Paris Aménagement en cette qualité de maître d'ouvrage.

7.4. Organisation opérationnelle

Pour satisfaire à ces obligations, le Titulaire est réputé être doté de toutes les compétences requises pour mener à bien l'ensemble de la mission.

Il fera appel en tant que de besoins aux spécialistes nécessaires.

Toutes ces compétences devront être mobilisables en fonction de l'organisation retenue par le Titulaire pendant toute la durée du Marché et seront fédérées au sein d'une organisation précisément définie.

Cette organisation restera sous la responsabilité du Titulaire et évoluera à son initiative au fur et à mesure de l'avancement du projet de façon à l'ajuster pour qu'elle puisse parfaitement répondre aux objectifs prévus par le Marché.

Article 8. Lots et Tranches

8.1. Décompositions en lots

Compte tenu du caractère global du présent Marché, celui-ci ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots.

8.2. Tranche optionnelle

Le Pouvoir adjudicateur prévoit dans le cadre du présent marché une tranche optionnelle à chiffrer obligatoirement, elle consiste à la réalisation des travaux de la tranche 2 de la variante.

Cette option sera affermie par le Pouvoir adjudicateur par ordre de service au plus tard à la fin des travaux de la tranche 1.

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit ou de retard en cas de non-affermisssement de la tranche optionnelle.

Article 9. Obligations générales

9.1. Forme des notifications et informations au Titulaire

Pour les notifications au Titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le Maître d'Ouvrage peut utiliser les formes suivantes :

- Remise contre récépissé daté et signé par le Titulaire ;
- Lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ;
- Notification par voie électronique, via le profil d'acheteur ;
- Toute autre forme qui permettent d'attester de la date de leur réception par le Titulaire.

Les notifications sont faites à l'adresse du Titulaire, telle que mentionnée à l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

Pour les notifications au Maître d'ouvrage par le Titulaire, ce dernier peut utiliser les mêmes formes que celles précitées.

Les notifications sont faites à l'adresse du Maître d'Ouvrage, telle que mentionnée à l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

9.2. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Tout délai mentionné au Marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend, sauf mentions contraires, en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Un délai fixé en jours calendaires inclut les samedis, dimanches et jours fériés.

Une semaine compte 7 jours calendaires.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit. Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

9.3. Ordres de service

Les Ordres de Service seront préparés, datés et signés par le Maître d'ouvrage ou ses conseils le cas échéant, et transmis au Maître d'ouvrage qui les notifiera au Titulaire. Le Titulaire en accuse réception datée. Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un Ordre de Service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au Maître d'Ouvrage, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de l'Ordre de Service, sous peine de forclusion. Il précise que les observations formulées par le titulaire ne font pas obstacle à la force exécutoire de l'ordre de service. Par conséquent, le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

9.4. Constatations contradictoires

Les constatations contradictoires seront établies par le Maître de l'Ouvrage ou, le cas échéant, un tiers désigné par le Maître de l'Ouvrage.

Les constatations concernant les prestations exécutées, quand il s'agit de travaux réglés sur prix unitaires, portent sur les éléments nécessaires au calcul des quantités à prendre en compte, tels que résultats de mesurages, jaugeages, pesages, comptages, et sur les éléments caractéristiques nécessaires à la détermination du prix unitaire à appliquer.

Les constatations contradictoires faites pour la sauvegarde des droits éventuels de l'une ou de l'autre des parties ne préjugent pas l'existence de ces droits ; elles ne peuvent porter sur l'appréciation de responsabilités.

Le Maître d'ouvrage fixe la date des constatations lorsque la demande est présentée par le titulaire. Cette date ne peut être postérieure de plus de huit (8) jours à celle de la demande. Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé contradictoirement avec le Titulaire. Si le Titulaire refuse de signer ce constat ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les quinze (15) jours qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves au Maître d'Ouvrage.

Si le Titulaire, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

Le Titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour les prestations qui ne pourraient faire l'objet de constatations ultérieures, notamment lorsque les ouvrages doivent se trouver par la suite cachés ou inaccessibles. A défaut et sauf preuve contraire fournie par lui et à ses frais, il n'est pas fondé à contester la décision du Maître d'Ouvrage relative à ces prestations.

Article 10. Écarts et modifications

10.1. Suivi des écarts

Au fur et à mesure de l'avancement des études et travaux, le Titulaire est tenu d'indiquer au Maître d'ouvrage les écarts avec le Programme et/ou à son offre finale actés par le Maître d'ouvrage.

A cet effet, le Titulaire tient à jour un carnet des écarts qui consigne l'ensemble des écarts par rapport au programme et à son offre finale après mise au point.

Ce carnet trace l'ensemble des écarts depuis la conception jusqu'à la Réception des travaux. Il adopte une classification thématique des écarts (fonctionnels, techniques, etc.).

Ce carnet des écarts est accessible librement et à tout moment par le Maître d'ouvrage. Une copie de ce carnet des écarts est jointe à l'envoi de chacune des études remises par le Titulaire au Maître d'ouvrage ainsi que lors de la remise du rapport mensuel d'avancement.

Dans l'hypothèse où le Titulaire suspecte la possibilité d'un écart entre le Programme et/ou à son offre finale et les études et travaux à réaliser, il en avise sans délai le Maître d'ouvrage.

10.2. Modifications

Durant toute la durée d'exécution du Marché, il est mis en place un système de Fiches Modificatives, initiées par le Titulaire ou par la Maîtrise d'ouvrage, selon l'origine de la proposition.

Chaque modification devant faire l'objet d'une décision du Maître d'ouvrage sera formalisée par une Fiche Modificative qui est établie par le Titulaire et validée par le Maître d'ouvrage au regard d'un avis préalable formulé par l'assistant à maîtrise d'ouvrage, le CSPS, le Contrôleur Technique.

Constitue une modification toute modification des ouvrages, à l'initiative du Maître d'Ouvrage ou à l'initiative d'un tiers, au regard notamment des éléments figurant dans le Programme, les études de conception et les mémoires techniques remis par le Titulaire à l'appui de son offre finale.

Lorsque, en raison de travaux supplémentaires et/ou modificatifs commandés par le Maître de l'ouvrage par voie d'ordres de service, le montant des travaux exécutés atteint leur montant contractuel, le Titulaire ne peut poursuivre les travaux sans Avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du Maître de l'ouvrage.

10.2.1. Fiche modificative

Elle synthétise notamment les éléments suivants :

- La nature de la modification et son fait générateur,
- Le cas échéant, les incidences techniques, fonctionnelles,
- Le cas échéant, l'impact sur l'exploitation des ouvrages
- Le cas échéant, l'incidence réglementaire,
- Le cas échéant, l'incidence sur les surfaces,
- Le cas échéant, l'incidence financière,
- Le cas échéant, l'incidence sur les délais d'exécution
- Les observations éventuelles du Contrôleur Technique et du coordonnateur sécurité.

En annexe de chaque Fiche Modificative, la proposition de prix du Titulaire devra comporter l'estimation détaillée de l'incidence financière sur le contrat (en plus ou en moins) et le sous-détail correspondant (répartition des plus-values et moins-values par cotraitants ; révision associée selon le caractère des honoraires : BT01, ING ect.), pour permettre de déterminer la rémunération des ouvrages non prévus.

Le Titulaire tient à jour un outil dématérialisé de suivi de ces fiches qu'il remet de manière bimensuelle au Maître d'ouvrage.

10.2.2. Modifications résultant d'une demande du Maître de l'ouvrage

Dans un délai d'une (1) semaine à compter de la réception de la demande de modification exprimée par le Maître d'ouvrage, le Titulaire lui adresse en retour une proposition de prix accompagnée de tous les éléments justificatifs, tels que plans, notice technique explicative, incidence sur le coût global de l'ouvrage, ainsi que, le cas échéant, une proposition de délai pour la réalisation de cette modification et incidence sur le délai global du Marché. Ces informations sont synthétisées dans la Fiche Modificative adressée par le Titulaire à la Maîtrise d'ouvrage pour validation.

A défaut de réponse dans ce délai de quinze (15) jours, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer une pénalité de retard.

Si, pour certaines demandes, notamment celles qui nécessiteraient des études particulières, ce délai était jugé insuffisant, il pourrait être adapté sur demande motivée avec l'accord écrit du Maître d'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage aura un délai de trente (30) jours à compter de la remise de cette Fiche Modificative pour commander par écrit cette modification.

10.2.3. Modifications résultant d'une proposition du Titulaire

A l'initiative du Titulaire, toutes les propositions de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux pièces ayant fait l'objet de validation de la part du Maître d'ouvrage sont également formalisées par une Fiche Modificative soumise au Maître d'ouvrage pour acceptation.

Elle est accompagnée :

- d'une notice explicative donnant les motifs qui conduisent à cette modification, qui précise l'incidence sur le coût global (en plus ou en moins), sur les délais d'exécution initialement prévus ainsi que toute autre incidence,
- des éventuels plans et descriptions techniques,
- d'une note présentant l'impact éventuel de ce choix sur les délais,

A compter de cette date de transmission, le Maître d'ouvrage fait part de sa décision dans un délai de trente (30) jours.

Passé ce délai, la proposition est considérée comme refusée. Si le Maître d'ouvrage formule des observations ou fixe des conditions, le Titulaire, s'il souhaite poursuivre son projet de modification, dispose d'un délai de 15 jours pour tenir compte des observations ou conditions formulées par le Maître d'ouvrage et transmettre une proposition modifiée au Maître d'ouvrage. Ce dernier dispose alors d'un nouveau délai de 15 jours pour accepter ou refuser cette proposition modifiée. Le silence gardé par le Maître d'ouvrage pendant plus de quinze (15) jours à compter de la réception de cette proposition modifiée vaut refus.

Dans le cas où le Titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti ou en cas de divergence sur ces prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des prestations, le Maître d'ouvrage pourra lui notifier un ordre de service exécutoire de prestations modificatives ou supplémentaires avec un prix provisoire établi par ses soins. Le Titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service, si, dans le délai

de quinze (15) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au Maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

En tout état de cause, les dispositions du présent Article ne portent pas préjudice à l'application des Articles relatifs à la réception, aux garanties du présent CCAP, notamment pour des éléments n'ayant pas préalablement fait l'objet des présentes mesures d'alerte.

10.3. Prestations et travaux supprimés

Tous travaux ou prestations supprimés sont susceptibles, selon leur nature, d'engager une réduction du prix du Marché. Un Avenant précisant les montants correspondants sera signé par les parties et le prix du contrat et les annexes financières sont modifiées, en tant que de besoin.

Article 11. Avance

Une avance est accordée au Titulaire, sauf renonciation expresse du Titulaire dans l'Acte d'Engagement.

Conformément à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de la tranche ferme ou affermie divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Lorsque le Titulaire du Marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est également fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du montant dont l'exécution est confiée au sous-traitant, divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

Le Maître de l'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Bénéficiaires de l'avance

Les dispositions réglementaires sont applicables aux prestations et/ou travaux exécutés directement par le Titulaire ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au Titulaire ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des prestations et/ou travaux réalisées directement par le Titulaire ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution de la phase, si l'entrepreneur principal a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie de la phase sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restantes à l'entrepreneur principal ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part de la phase sous-traitée, le Maître de l'ouvrage se réserve le droit soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois dans un délai de 30 jours à compter du commencement de l'exécution des prestations.

Modalités de résorption de l'avance

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance commence quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de la tranche considérée.

Le remboursement de l'avance s'achève quand le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant toutes taxes comprises de la tranche considérée.

Article 12. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de **cinq (5) pour cent**, sera appliquée, par fractions, sur chaque acompte du Titulaire portant sur des prestations de travaux, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire.

L'objet de cette garantie de substitution est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

En cas de réserves notifiées au Titulaire et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie ne seront libérées que trente (30) jours après la date de la levée effective de l'ensemble de ces réserves.

Article 13. Contenu des prix

13.1. Nature du prix

Le Marché est à **prix global et forfaitaire**

Ledit prix est **définitif**.

Il est **hors taxe sur la valeur ajoutée (HTVA)**.

13.2. Contenu du prix

13.2.1. Complétude du prix

Le prix du Marché est réputé **global et forfaitaire, prenant en compte tous les éléments nécessaires à la réalisation des prestations du Marché**.

Il est réputé établi sur la base des **conditions économiques en vigueur** au mois de la date limite de réception des offres finales.

Le prix est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Le prix du Marché est réputé établi en considérant comme incluse la rémunération forfaitaire du Titulaire au titre de la **cession des droits de propriété intellectuelle**.

La part du prix du Marché, rémunérant le réalisateur au titre de la phase de réalisation, est réputée établie en considérant comme incluses les **dépenses communes de chantier** suivantes :

- ☐ la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- ☐ l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures et panneau de chantier, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ; Les modifications de clôtures et des installations de chantier nécessaires à l'opération et non du fait d'une modification sollicitée par la maîtrise d'ouvrage sont dues dans le cadre de l'offre du Titulaire ;
- ☐ le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- ☐ l'installation et l'entretien des bureaux mis à la disposition du Maître d'ouvrage, du Contrôleur Technique et du CSPS;
- ☐ les frais nécessaires au préchauffage du bâtiment, au pompage d'eau éventuellement rencontrée sur le chantier
- ☐ les frais d'études de sol
- ☐ les frais d'implantation des bâtiments
- ☐ les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du Groupement et les conséquences de ces défaillances.
- ☐ Les frais des essais et épreuves compris consuel
- ☐ Les frais d'assistance pendant la période de garantie
- ☐ Les frais d'assurance et de garantie

- ☐ Les frais de mise en route (y compris la prise en charge des abonnements nécessaires : électricité, eaux,...) et les frais de formation
- ☐ Les frais de prototypes, d'échantillons, locaux et façade témoins

Le prix du Marché est réputé établi en considérant comme incluses toutes les **circonstances normalement prévisibles** dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux et autres prestations, que ces circonstances résultent notamment :

- ☐ de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- ☐ de phénomènes naturels ;
- ☐ de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- ☐ des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- ☐ de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix du marché comprennent tous les travaux et fournitures accessoires et nécessaires pour le complet achèvement de l'ouvrage conformément aux règles de l'art que ceux-ci aient ou non été cités dans le détail de la description des ouvrages.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque omission dans l'énumération ci-dessus et devra prévoir dans son prix global et forfaitaire l'ensemble des fournitures et de la main d'œuvre nécessaires pour obtenir les performances garanties et le complet achèvement des travaux.

En cas de discordance entre les pièces du marché et notamment entre le programme et le projet présenté, toutes les prestations du candidat jugées d'un niveau supérieur à celles du programme sont réputées acquises par le maître d'ouvrage. Pour les prestations jugées d'un niveau inférieur, ce sont celles du programme qui priment sauf acceptation formelle du maître d'ouvrage.

La décomposition figurant dans l'acte d'engagement identifie expressément la rémunération du mandataire du groupement concepteur/réalisateur.

Le prix du Marché est réputé établi en considérant comme incluses toutes les démarches liées aux différents réseaux des concessionnaires (eau potable, eaux usées, gaz de ville, électricité HTA, réseau de chaleur urbain, courants faibles, etc.) ainsi que la réalisation des branchements de chantier et des raccordements définitifs.

Le prix du Marché inclus également tous les coûts portant sur l'obtention des éventuelles autorisations nécessaires à la réalisation du Marché ainsi que les éventuelles redevances à acquitter pour assurer la réalisation des prestations.

Il est précisé que durant la phase offre du marché que, les Groupements retenus se sont assurés que les diagnostics et études préalables étaient suffisantes et pouvaient éventuellement en solliciter des complémentaires. Aussi, aucune réclamation ne pourrait être faite en ce sens au cours de l'exécution du contrat.

Notamment, il est réputé prendre en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiquées par le Maître de l'ouvrage

dans le dossier de consultation ou, le cas échéant, lors de mise au point du Marché et de ses composantes. Le prix inclura également les éventuels dévoiements de réseaux nécessaires à la réalisation de l'opération.

En cas de cotraitance, la part du prix du Marché, rémunérant le Mandataire du Groupement, est réputée comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution, par ledit Mandataire, des prestations de représentation, coordination et contrôle, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du Groupement et les conséquences desdites défaillances.

En cas de sous-traitance, le prix du Marché est réputé couvrir les frais de représentation, de coordination et de contrôle des sous-traitants par le Titulaire, ainsi que les conséquences des défaillances desdits sous-traitants.

13.2.2. Décomposition du prix - Sous-détails de prix d'unité

Sans préjudice du caractère global et forfaitaire du prix du Marché, une annexe à l'Acte d'Engagement, intitulée « Décomposition du prix global et forfaitaire et répartition des tâches et des paiements », décompose ledit prix par Concepteur, réalisateur.

Sauf s'ils ont été produits à l'appui de l'offre finale ou lors de la mise au point du Marché et de ses composantes, le Titulaire produira, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la réception de la demande du Maître d'ouvrage, un **sous-détail** de chacun des prix d'unités désignés par le Maître d'ouvrage.

Article 14. Variation du prix

Le prix du Marché est révisable dans les conditions et selon les modalités définies ci-après, étant précisé que :
Le mois Mo du Marché correspond au mois de la date limite de réception des offres finales.

14.1. Révision du prix pour les phases de conception et de réalisation

La part du prix rémunérant le Titulaire pour la phase de conception et celle le rémunérant pour la phase de réalisation seront révisées, chaque mois, par application d'un coefficient de révision obtenu comme suit :

$$C = 0,15 + 0,85 \times l_e / l_o$$

Formule dans laquelle :

C est le coefficient de révision ;

- l_o est l'index national I de référence publié ou à publier pour le mois Mo du Marché ;
- l_e est l'index national I de référence publié ou à publier pour le mois Me de l'exécution des prestations.

Les index nationaux I de référence choisis pour la révision des prix sont, selon la nature des prestations, les suivants :

- Phase de conception/études : ingénierie (ING) ;
- Phase de réalisation :
 - Mission de représentation, coordination et contrôle incombant au Mandataire du Groupement Titulaire / ordonnancement, pilotage et coordination : ingénierie (ING) ;
 - Prestations incombant au Concepteur DET : ingénierie (ING) ;

- Etudes d'exécution et de synthèse : ingénierie (ING) ;
- Etablissement du dossier des ouvrages exécutés (DOE), des éléments nécessaires à l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO): ingénierie (ING) ;
- Autres prestations : BT01.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise de l'offre finale.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le pouvoir adjudicateur procède au règlement sur la base de l'indice connu. Le pouvoir adjudicateur ne procède pas à la revalorisation définitive dès que les index correspondants sont publiés et il en est fait mention dans l'état d'acompte.

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

En cas de passation d'un Avenant ayant pour objet une augmentation de la masse des travaux, la clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois Mo correspondant au mois de signature de l'Avenant par le Titulaire du Marché.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé de manière périodique.

Le coefficient est calculé une première fois 1 mois après la date de notification du contrat.

Le coefficient est ensuite recalculé tous les 1 mois.

Article 15. Sous-traitance

15.1. Limites à la sous-traitance

D'une part, il est rappelé que :

- Les articles L431-1 et R431-1 du code de l'urbanisme réservent l'établissement du projet architectural, tel que défini par les articles L431-2 et R431-8 à R. 431-12 dudit code, aux architectes, tels que définis par la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 *sur l'architecture*, notamment l'article 2 de ladite loi ;
- L'article 37 du code de déontologie des architectes interdit la sous-traitance de l'établissement de tout ou partie dudit projet architectural.

En outre, et conformément à l'article L. 2171-7 du Code de la commande publique et de l'article 3.2.3. du CCAP, le Titulaire a l'obligation d'identifier une équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception du Groupe scolaire et du suivi de sa réalisation.

Par suite, le Maître d'ouvrage exige que la conception du projet architectural, ci-avant défini, soit effectué par l'équipe de maîtrise d'œuvre telle qu'identifiée au titre de l'article L. 2171-7 du Code de la commande publique et de l'article 3.2.3. du CCAP et ne fasse en aucun cas l'objet d'une sous-traitance.

15.2. Demandes de sous-traitance – Acceptation des sous-traitants et agrément de leurs conditions respectives de paiement

En complément au Code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies ci-après.

En cas de sous-traitance directe, le Titulaire doit faire accepter, par le Maître d'ouvrage, son sous-traitant et agréer ses conditions de paiements, ce, conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, le Titulaire transmet une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct. En cours d'exécution du Marché, le Titulaire doit produire, en sus, l'exemplaire unique du Marché ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré ou, lorsqu'une cession ou nantissement de créances a été effectué, une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de ladite cession ou dudit nantissement.

Le montant des prestations dont l'exécution est confiée au sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du Marché.

Le Maître d'ouvrage notifie, après signature, au Titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

La notification précise que le sous-traitant doit adresser ses demandes de paiement au Titulaire ainsi qu'au Maître d'ouvrage. Dès réception de ladite notification, le Titulaire du Marché s'engage à faire connaître au Maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant, d'une part, et à faire connaître au Maître d'ouvrage le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées, d'autre part.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du Marché pour faute. Il en est de même si le Titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Le Titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses Avenants éventuels au Maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze (15) jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité prévue à l'Article 27 du présent CCAP ; en outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un (1) mois après cette mise en demeure expose le Titulaire à la mise en œuvre d'une procédure de résiliation pour faute.

En cas de sous-traitance indirecte, le sous-traitant qui sous-traite doit faire accepter par le Maître d'ouvrage son sous-traitant et faire agréer ses conditions de paiement, ce dans les mêmes conditions que celles définies ci-avant pour un sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte, et à défaut d'avoir obtenu du Maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, le sous-traitant qui sous-traite doit produire, dans le délai de **huit (8) jours** à compter de l'acceptation, la copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues au sous-traitant indirect.

La non-production de ladite copie empêche l'exécution des prestations par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies ci-après, résiliation du Marché.

Le Maître de l'ouvrage n'entend pas accorder de délégation de paiement au sous-traitant de second rang et plus dans le cadre du Marché.

En tout état de cause, un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de son acceptation et de l'agrément de ses conditions de paiement et, d'autre part, que ledit sous-traitant ait adressé au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

Les modalités de la cession des droits de propriété intellectuelle d'un sous-traitant au Maître d'ouvrage sont définies à l'Article 24 du présent CCAP.

Article 16. Règlement des comptes

16.1. Paiement des cotraitants et/ou sous-traitants ayant droit au paiement direct

16.1.1. Paiement des cotraitants

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint, chaque membre du groupement perçoit :

- Soit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- Soit par paiement direct à chacun des membres du groupement pour les prestations qu'il exécute.

Le mode de paiement est précisé dans l'acte d'engagement.

En cas de paiement direct à chacun des membres du groupement, le mandataire indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

16.1.2. Paiement des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectuent dans les conditions prévues par les articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Le Titulaire transmet par l'intermédiaire du Mandataire comme indiqué ci-avant, avec sa demande de paiement, la copie des factures des sous-traitants, acceptée, complétée ou rectifiée par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant est effectué par le Maître d'ouvrage sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le Titulaire.

En l'absence de notification au Maître d'ouvrage par le Titulaire, dans les quinze (15) jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au Titulaire de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le Maître d'ouvrage procède au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le CCAP.

Le présent Article est applicable aux demandes de paiement en cours de Marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

16.2. Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

16.3. Présentation des factures dématérialisées

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

La demande de paiement peut être refusée par le maître d'ouvrage lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des demandes de paiement à la charge du titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct. Au préalable, le maître d'ouvrage doit avoir informé le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct, dans les conditions prévues à l'article 3.1, de l'obligation à sa charge de transmission des demandes de paiement sous forme électronique et l'avoir invité à s'y conformer.

16.4. Echancier de règlement des acomptes

Phase Etudes de conception

S'il y a lieu, reprise des études de conception produites à l'appui de l'offre et/ou au cours de la mise au point du Marché	80% à la remise desdites études 20% à leur acceptation
---	---

Etablissement des dossiers et des consultations relevant de la compétence du Concepteur et nécessaires à l'obtention du (des) permis de construire (PC) et des autres déclarations et autorisations administratives, ainsi que l'assistance apportée au Maître d'ouvrage au cours de leur instruction, jusqu'à l'obtention desdits permis et autorisations	80% à la remise des dossiers 10% à leur dépôt 10% à la délivrance de la dernières des autorisations administratives
Etudes d'Avant-projet Définitif et de projet (PRO), y compris le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) des travaux et le plan général d'implantation des ouvrages	80% à la remise des dossier 20% à leur acceptation
Frais de Coordination du Mandataire du Groupement pour la phase études	100% proportionnellement à l'avancement, par le(s) réalisateur(s), de l'exécution des prestations de conception

Phase Réalisation des travaux

Examen de la conformité au projet et visa (VISA) des études d'exécution et de synthèse établies, en tout ou en partie, par le réalisateur– autres études d'exécution (EXE) et de synthèses	100% proportionnellement à l'avancement, par le(s) réalisateur(s), de l'exécution des travaux
Suivi et direction de la réalisation des travaux (DET)	75% proportionnellement à l'avancement, par le(s) réalisateur(s), de l'exécution des travaux 5% au constat contradictoire d'achèvement des ouvrages 5% au constat contradictoire d'achèvement de la mise en service des équipements et installations techniques 5% à la Réception des ouvrages 10% à la remise du dernier acompte du (des) réalisateurs(s) relatif à la phase de réalisation
Opérations de Réception (mission AOR) et suivi des garanties	10% au constat contradictoire d'achèvement de l'exécution des travaux 10% à l'achèvement de la mise en service des équipements et installations techniques 5% à la Réception des ouvrages 20% à la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et des éléments nécessaires à l'établissement du dossier

	des interventions ultérieures sur les ouvrages (DIUO) 5% à l'acceptation dudit dossier et desdits éléments 25% à la levée de la dernière réserve dont la Réception a été assortie 25% à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (GPA), le cas échéant après prolongation de celui-ci jusqu'à la levée du dernier désordre signalé pendant ledit délai
DOE	80% à la remise des DOE 20% à la validation des DOE par le Maître d'ouvrage
Frais de coordination du Mandataire du Groupement pour la phase Réalisation des travaux Exécution des travaux	100% proportionnellement à l'avancement, de l'exécution des prestations de travaux

16.5. Paiement des acomptes

16.5.1. Demandes de paiement

Avant la fin de chaque mois, le Titulaire remet sa demande de paiement trimestrielle au Maître d'ouvrage, sous la forme d'un projet de décompte.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis sa notification.

Lorsque des réfections ont été fixées, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Le projet de décompte mensuel comprend, en tant que de besoin, les différentes parties suivantes :

- Prestations du marché ;
- Primes ;
- Remboursement des débours incombant au Maître d'ouvrage dont le Titulaire a fait l'avance.

Il est précisé que les approvisionnements ne donnent pas lieu à un règlement.

Le montant des prestations du marché est établi de la façon suivante :

- pour chaque prestation pour lesquelles un jalon de paiement est prévu au titre de l'article 16.4 du CCAP, le montant est établi au regard des jalons précités ;

- pour chaque prestation réglée en fonction de l'avance des prestations, une fraction du montant correspondant égale au pourcentage d'exécution des prestations, ce pourcentage résultant d'une appréciation objective de l'état d'avancement des prestations. À cet effet, le projet de décompte mensuel comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, des simples appréciations précitées.

Le Titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes :

- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- le cas échéant, les pièces justifiant les débours dont il demande le remboursement ;
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Le projet de décompte mensuel précise les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

Ce projet de décompte mensuel établi par le Titulaire constitue la demande de paiement et elle est adressée selon les modalités prévues à l'article 16.3. du CCAP.

16.5.2. Acomptes mensuels

À partir du décompte mensuel, le Maître d'ouvrage détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au Titulaire.

Le Maître d'ouvrage dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir

- 1) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- 2) Le montant des primes, le cas échéant ;
- 3) Le montant de la TVA ;
- 4) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- 5) L'effet de la révision des prix ; les parties de l'acompte révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- 6) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- 7) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- 8) Le montant de la retenue de garantie si elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au Titulaire est la somme des postes 1 et 3 ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes 2 (en cas de primes), 5 et 6 et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes 4 (en cas de pénalités), 5, 7 et 8.

Le maître d'ouvrage notifie au Titulaire l'état d'acompte mensuel dans les quinze jours ouvrés courant à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du Titulaire.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le Maître d'ouvrage règle les sommes qu'il admet. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

16.6. Demande de paiement final et décompte général et définitif

16.6.1. Demande de paiement final

16.6.1.1. Après l'achèvement des travaux, soit de la tranche ferme soit, si elle a fait l'objet d'un affermissement, de la tranche affermie, le Titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte trimestriel afférent au dernier trimestre d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du Titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le Titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble (en ce compris la tranche optionnelle si elle a été affermie), son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des avances.

Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 16.5.1. du CCAP.

Le Titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

16.6.1.2. Le Titulaire notifie son projet de décompte final Maître d'ouvrage, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 34.2.1.3. du CCAP.

S'il est fait application des stipulations de l'article 34.2.1.6. du CCAP (réception avec réserves), la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ des délais ci-dessus.

Toutefois, s'il est fait application des stipulations de l'article 34.2.1.5. du CCAP (réception sous réserves), la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux de levée des réserves visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ du délai de trente (30) jours précité.

16.6.1.3. Le Maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le Titulaire.

Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final et il est notifié au Titulaire dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du projet de décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le Maître d'ouvrage.

16.6.1.3. En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, le Maître d'ouvrage met en demeure le Titulaire de transmettre son projet dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette mise en demeure. Si cette mise en demeure reste sans effet, le Maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du Titulaire.

16.6.2. Décompte général définitif - Solde

16.6.2.1. Le Titulaire établit le projet de décompte général, qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 16.5..2. pour les acomptes mensuels ;

- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le Titulaire transmet le projet de décompte général au Maître d'ouvrage dans un délai de trente (30) jours courant à compter de la réception du décompte final.

16.6.2.2. Le Maître d'ouvrage valide, le cas échéant rectifie, et signe le projet de décompte général. Celui-ci devient alors le décompte général.

Si des réserves émises à la réception des travaux ne sont pas levées ou si le Maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation.

Le Maître d'ouvrage notifie au Titulaire le décompte général dans un délai de trente jours à compter de la réception par le Maître d'ouvrage de la demande de projet de décompte final transmise par le Titulaire.

Si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index ne sont pas connues, le Maître d'ouvrage mentionne la dernière valeur connue et notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

16.6.2.3. Dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le Titulaire envoie au Maître d'ouvrage ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le départ du délai de paiement.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le Maître d'ouvrage règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le Titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 25 du présent CCAP.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

16.6.2.4. Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 16.6.2.2. du CCAP, le Titulaire notifie au Maître d'ouvrage un projet de décompte général signé, composé :

- du décompte final tel que transmis en application de l'article 16.6.1.3. du CCAP ;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 16.5. pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de ces documents, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au Titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 16.6.2.3. du CCAP.

Si, dans ce délai de (30) jours précités, le Maître d'ouvrage n'a pas notifié au Titulaire le décompte général, ce dernier peut initier une réclamation dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAP.

16.6.2.5. Dans le cas où le Titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours fixé à l'article 16.6.2.3. du CCAP, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 25 du CCAP, le décompte général notifié par le Maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.

16.6.2.6. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques :

Lorsque les membres du groupement sont payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le Maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Le Mandataire est seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général. Sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Si l'éventualité ci-dessus survient ou si l'un des membres du groupement est défaillant, le membre du groupement en cause ne peut s'opposer à ce que les autres membres du groupement demandent au maître d'ouvrage que les paiements relatifs aux travaux qu'ils exécuteront postérieurement à ces demandes soient faits, en cas de compte unique, à un nouveau compte unique ouvert à leurs seuls noms.

Article 17. Redressement et liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire de l'un des membres du Groupement est notifié immédiatement au Maître d'ouvrage par le Titulaire du Marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du Marché.

17.1. Redressement et liquidation judiciaire d'un membre du Groupement non-Mandataire

Le Maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du Marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation partielle du Marché peut être prononcée pour le membre du Groupement concerné. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge

commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du Marché, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire à aucune indemnité. Le Mandataire est tenu de se substituer au membre du Groupement défaillant pour l'exécution des travaux dans le mois qui suit la prise d'effet de la résiliation.

La résiliation n'a d'effet qu'à l'égard du cotraitant concerné, elle n'emporte pas résiliation de la totalité du Marché.

17.2. Redressement et liquidation judiciaire du Mandataire solidaire

Le Maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du Marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation partielle du Marché peut être prononcée pour la part des Prestations confiée au Mandataire, sauf désignation d'un nouveau Mandataire. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du Marché, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire à aucune indemnité.

Si les autres membres du Groupement l'acceptent expressément, un des autres membres du Groupement peut être substitué au Mandataire dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement. Un nouveau Mandataire est alors désigné dans un délai d'un (1) mois. Le nouveau Mandataire, une fois désigné, est substitué par Avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de l'accord des autres membres du Groupement, le Maître d'ouvrage est tenu de passer un nouveau Marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par le Mandataire. Dans ce cas :

- Si les autres membres du Groupement en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un Groupement réduit à eux seuls. Un nouveau Mandataire est alors désigné dans un délai d'un (1) mois. Le nouveau Mandataire, une fois désigné, est substitué par Avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations ; cet Avenant précise en outre la part des prestations exclues du Marché, celles restant à fournir par chacun des membres du Groupement ainsi réduit, et le nouveau Mandataire de ce Groupement ;
- Si les membres du Groupement ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des travaux, le Maître d'ouvrage résilie la totalité du Marché.

Article 18. Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

18.1. Obligation de confidentialité

Le Titulaire et le Maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du Marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du Marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du Maître d'ouvrage, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire s'engage à ne faire paraître aucun article ou publicité ayant trait aux prestations exécutées au titre du présent Marché, impliquant le nom du Maître d'ouvrage ou des utilisateurs de façon explicite ou non, sans leur accord écrit.

Dans le cadre des dispositions prises par le maître de l'ouvrage, le Titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret.

Le Titulaire qui, à l'occasion de la livraison, de la fourniture ou de l'exécution du service et du présent Marché a reçu communication de renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant au maître de l'ouvrage ou aux occupants du site, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'émetteur ou du maître de l'ouvrage, être communiqués à d'autres personnes.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels le maître de l'ouvrage ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent Marché.

Le Titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette clause.

18.2. Protection des données à caractère personnel

Le Titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 entré en vigueur à compter du 25 mai 2018, ainsi que les dispositions issues de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 *relative à la protection des données personnelles* et son décret d'application n° 2018-687 du 1^{er} août 2018 (ci-après, « le règlement la protection des données personnelles » ou « R.G.P.D. »).

En application du R.G.P.D., il appartient au Titulaire (en qualité de « sous-traitant » au sens du R.G.P.D.) d'assurer une protection des données à caractère personnel dont il pourra avoir la gestion pour le compte du Maître d'ouvrage (en qualité de « responsable du traitement »).

Les informations en question concernent celles permettant d'aboutir à la reconnaissance de l'identité d'une personne.

Il peut s'agir notamment des éléments suivants, identifiés de manière non exhaustive : Nom, prénom, adresse mail, numéro de téléphone, immatriculation, données de géolocalisation, etc.

Plus précisément, le Titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du Marché.
- Traiter les données conformément aux instructions du Maître d'ouvrage.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent Marché.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du contrat s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le Titulaire peut confier à un tiers des activités de traitement spécifiques.

Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le Maître d'ouvrage de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants au sens du RGPD.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai minimum de quinze (15) jours ouvrés à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le Maître d'ouvrage n'a pas émis d'objection à l'issue du délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations posées au présent Article pour le compte et selon les instructions du Maître d'ouvrage.

Il appartient au sous-traitant initial (le Titulaire) de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences légales et réglementaires en matière de protection des données.

En tout état de cause, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable envers le Maître d'ouvrage de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le Maître d'ouvrage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification,

d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

A ce titre, le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage et dans les délais prévus par le R.G.P.D. aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance au sens du RGPD.

Après accord du Maître d'ouvrage, le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

De même, après accord du Maître d'ouvrage, le Titulaire communique, au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique. La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel.

Le Titulaire peut être sollicité par le Maître d'ouvrage pour l'aider à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Au terme du présent Marché, le Titulaire s'engage à :

- Soit renvoyer toutes les données à caractère personnel directement au Maître d'ouvrage.
- Soit renvoyer les données à caractère personnel à un sous-traitant désigné par le Maître d'ouvrage.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, ce dernier doit justifier par écrit de la destruction.

Le Titulaire communique au Maître d'ouvrage le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Tout manquement aux dispositions du présent Article sera susceptible d'entraîner des sanctions pouvant aller jusqu'à la résiliation pour faute du Marché dans les conditions mentionnées à l'Article 26.3 du présent CCAP.

Article 19. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail applicables en France.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du Marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Maître d'ouvrage.

Le Titulaire remet au Maître d'ouvrage, tous les six (6) mois, les documents énumérés à l'article D. 8222-5 du code du travail.

Le Titulaire peut demander au Maître d'ouvrage, du fait des conditions particulières d'exécution du Marché, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent Article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du Marché.

Article 20. Protection de l'environnement

20.1. Dispositions générales

Le Titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement. Il veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. A cet effet, le Titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Le Titulaire s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du Marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jour ouvrable, sur simple demande du Maître d'ouvrage.

20.2. Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Il sera fait application des mesures définies dans le Programme communiqué dans le dossier de consultation en phase offres initiales.

Article 21. Clause de réexamen

En cas de survenance d'une autre Cause Légitime ou Exonératoire ou en cas de circonstance que des Parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du Marché, les Parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Sont exclus de la présente clause de réexamen, les risques contractuellement assumés par l'une ou l'autre des Parties.

Le cas échéant, les Parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par la Cause Légitime ou Exonératoire sur la base de justificatifs fournis par le Titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du Marché.

Le Titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au Maître d'Ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du Marché.

Les surcoûts pris en charge par le Maître d'Ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du Marché ou dans l'Avenant conclu en application du présent Article.

En cas d'impossibilité de poursuivre l'exécution du Marché ou à défaut d'accord entre les Parties sur les conditions et modalités de poursuite du Marché, le Maître d'Ouvrage peut résilier le Marché dans les conditions de l'Article 26.2. du présent CCAP relatif à la Résiliation pour force majeure et imprévision.

21.1. Remplacement d'un membre du Groupement Titulaire

Conformément aux articles R. 2194-1, R. 2194-5 et R. 2194-6 du Code de la commande publique, Le Mandataire du Groupement Titulaire pourra proposer au Maître de l'ouvrage la substitution d'un nouveau cotraitant afin de remplacer un cotraitant.

Ledit remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les cas suivants :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Incapacité civile,
- Perte d'une habilitation à exercer la profession, d'un agrément, d'une autorisation et/ou d'une certification requise pour l'exécution de tout ou partie des prestations,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Maître de l'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera son aptitude à exercer la profession ainsi que ses expériences et ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

A l'issue dudit examen, le Maître de l'ouvrage acceptera, ou non, la mise en œuvre de la substitution. Ladite substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au Marché.

En cas de cotraitance, la faculté de substitution ci-avant est offerte à chaque membre du Groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Dans ce cas, le remplaçant proposé peut-être, soit un des membres du Groupement, soit un tiers. En l'absence d'accord d'un des membres du Groupement ou du Maître d'ouvrage sur la substitution, la part non exécutée du membre défaillant du Groupement est résiliée et chaque autre membre du Groupement poursuit l'exécution de la part du Marché qui lui a été confiée.

Si la substitution vise le Mandataire du Groupement, le Groupement recomposé désigne un nouveau Mandataire.

En l'absence de désignation, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du Marché à la date de cette modification devient le nouveau Mandataire du Groupement.

Le nouveau Mandataire, une fois désigné, est substitué par Avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations dans son rôle de Mandataire.

Les modalités de substitution sus exposées s'appliquent au cas de la défaillance du Mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du Groupement.

21.2. Évolution de la réglementation

Pendant toute la durée d'exécution du Marché, le Titulaire a l'obligation de respecter les normes et la réglementation en vigueur.

En cas d'évolution ou de changement de la réglementation relative aux prestations confiées au Titulaire en cours d'exécution du Marché, les Parties se rencontreront afin d'examiner les conditions de poursuite du Marché notamment financières et en termes de délais.

Les Parties acteront des modifications du Marché dans un avenant selon les principes suivants :

- Les conséquences financières et de délais d'un changement de législation ou de réglementation ayant fait l'objet d'une annonce officielle avant le dépôt de l'offre finale du Titulaire sont supportées par le Titulaire ou bénéficient à ce dernier ;
- Les conséquences financières et de délais d'un changement de législation ou de réglementation ayant fait l'objet d'une annonce officielle après le dépôt de l'offre finale du Titulaire sont supportées par le Maître d'Ouvrage ou bénéficient à ce dernier. Toutefois, le Titulaire prend en charge, à ses frais et sous sa responsabilité, l'adaptation des Autorisations Administratives et autres pièces, lorsque le changement de réglementation est publié avant le dépôt de la première Autorisation Administrative.

Article 22. Vandalisme

Durant toute la durée du Marché, le Titulaire est tenu de protéger ses travaux, matériaux, fournitures, outils et outillages, installations de chantier et tous autres équipements présents pour l'exécution du Marché contre les actes de vandalisme, par tout moyen.

Aucun frais consécutif à des actes de vandalisme ne sera pris en charge par le Maître d'ouvrage.

La nécessité ou non de recourir au gardiennage relève de la responsabilité du Titulaire. Les conséquences d'un non-recours à du gardiennage ne seront pas opposables au Maître d'ouvrage.

Article 23. Assurances

23.1. Assurance de responsabilité

23.1.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Chacun des membres du Groupement Titulaire du Marché doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est Titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombent, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers (y compris au Maître de l'ouvrage, au Contrôleur Technique, au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, aux autres assistant techniques du Maître de l'ouvrage) du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations et travaux, objet du présent Marché.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du Marché sur demande du Maître de l'ouvrage, le Titulaire devra produire celle-ci dans un délai de quinze (15) jours de la demande du Maître de l'ouvrage.

Par ailleurs, le Titulaire devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

Le Maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent Marché aux torts du Titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

☐ A. Pour le Concepteur

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

- 3 000 000 euros par sinistre en responsabilité civile exploitation ;
- 3 000 000 euros par sinistre et par année d'assurance en responsabilité civile professionnelle.

☐ B. Pour le Réalisateur

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

Responsabilité Civile en cours de travaux :

- dommages corporels ; matériels et immatériels consécutifs : **7,6 millions d'euros**
- immatériels purs ou non consécutifs : **3 millions d'euros**

Responsabilité Civile après travaux

Le réalisateur doit être Titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du Maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) **survenant après les travaux**, et pour un montant **minimal de 6 000 000 euros par année d'assurance**.

À cet égard, par exception au principe selon lequel la réception et le décompte général et définitif met fin aux rapports contractuels entre le Maître d'ouvrage et l'entrepreneur, la responsabilité contractuelle du Titulaire pourra être engagée postérieurement à la réception et le décompte général et définitif pour des dommages subis par des tiers ou le Maître d'ouvrage en raison de toute malfaçon, désordre ou autre affectant le groupe scolaire et imputable au Titulaire.

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques.

La garantie devra être maintenue pendant toute la durée d'exécution du contrat et chaque membre du Groupement de conception-réalisation devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

23.1.2 Assurance de responsabilité civile décennale

Les travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le Concepteur et le réalisateur ainsi que leurs éventuels sous-traitants respectifs, doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier entête de la compagnie (ou d'un agent général), l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-à 1792-6 du code civil.

L'attestation doit être produite, à la demande du Maître de l'ouvrage avant signature du Marché et, dans tous les cas, avant le début de l'exécution des travaux.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention du prestataire (Concepteur ou Réalisateur)

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le présent Marché aux torts du Titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

Le Mandataire du Groupement Titulaire, désigné dans l'acte d'engagement, fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses cotraitants (Concepteurs et/ou Réalisateurs), ainsi que de celles des sous-traitants éventuels afin de les produire à toute réclamation du Maître de l'ouvrage.

Les membres du Groupement seront également tenus contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du code civil.

23.2. Assurance des travaux

23.2.1. Assurance tous risques chantier

Le Maître de l'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police d'assurance tous risques chantier.

23.2.2. Assurance dommages - ouvrage

Le Maître de l'ouvrage a prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

Le Mandataire du Groupement Titulaire, désigné dans les conditions particulières, fournira au Maître de l'ouvrage les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le Maître de l'ouvrage, sans aucune retenue sur le Groupement Titulaire.

23.3. Dispositions diverses

23.3.1. Absence ou insuffisance de garantie du Titulaire

Le Titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du Maître de l'ouvrage. En toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le Maître de l'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le Titulaire et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues.

De même, toute surprime éventuelle mise à la charge du Maître de l'ouvrage pour absence ou insuffisance de garantie d'un des membres du Groupement lui sera intégralement répercutée et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son Marché.

23.3.2. Incidence des polices souscrites par le Maître de l'ouvrage

La souscription par le Maître de l'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées au présent Article est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le Titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le Maître de l'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le Titulaire renonce à exercer tout recours contre le Maître de l'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi, en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du Titulaire est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

23.3.3. Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le Titulaire ne pourra pas s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du code civil, des fournisseurs et du Contrôleur Technique.

Le Titulaire ne pourra pas s'opposer à ce que leurs assureurs ainsi que l'assureur dommages-ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

Article 24. Propriété industrielle et intellectuelle

24.1. Dispositions générales

Les « résultats » désignent tous les éléments, quelle qu'en soit la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du Marché, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

Le « savoir-faire » est un ensemble d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui est :

- 1° Secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou facilement accessible ;
- 2° Substantiel, c'est-à-dire important et utile pour la production des résultats ;
- 3° Identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'il remplit les conditions de secret et de substantialité.

Les « droits de propriété intellectuelle » désignent les droits de propriété industrielle et les droits de propriété littéraire et artistique.

Les droits de propriété littéraire et artistique désignent les droits d'auteur et les droits voisins du droit d'auteur régis par le code de la propriété intellectuelle ainsi que les droits de même nature reconnus à l'étranger ou en application d'accords, conventions et traités internationaux.

Les « titres de propriété industrielle » désignent les titres de propriété industrielle et les demandes de titres régis par le code de la propriété intellectuelle tels que notamment les brevets, les marques, les dessins et modèles, les topographies de semi-conducteurs, les certificats d'utilité, les certificats complémentaires de protection ainsi que les titres ou demandes de titres délivrés à l'étranger ou en application d'accords, conventions et traités internationaux.

Les « connaissances antérieures » désignent tous les éléments, quelle qu'en soit la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du Marché, tels que notamment les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins et modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les noms de domaine, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent, au jour de la notification du Marché, au Titulaire du Marché ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence.

Les « tiers désignés dans le Marché » désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du Marché qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que le Maître d'ouvrage pour l'utilisation des résultats.

La liste de ces tiers désignés figure dans les documents particuliers du Marché.

Il est entendu que les résultats au sens du présent CCAP s'entendent également des prestations qui seraient inachevées, qu'elles aient ou non été payées par le Maître d'ouvrage, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance d'un quelconque membre du Groupement lorsque le Titulaire est un Groupement de personnes.

Le Titulaire s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le Maître de l'ouvrage, de ses prestations inachevées, en ne divulguant pas les dites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au Maître de l'ouvrage tous les travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution du Marché.

24.2. Régime des connaissances antérieures

La conclusion du Marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le Maître d'ouvrage, le Titulaire du Marché et les tiers désignés dans le Marché restent Titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le Titulaire du Marché incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le Titulaire du Marché concède, à titre non exclusif, au Maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le Marché le droit d'utiliser de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats, pour les besoins découlant de l'objet du Marché. Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures pour utiliser les résultats.

La concession des droits sur les connaissances antérieures est comprise dans le prix du Marché. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les résultats.

Les droits de modification, d'adaptation, de traduction s'exercent le cas échéant dans les conditions prévues par les documents particuliers du Marché.

Au cours de l'exécution du Marché, le Titulaire du Marché ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable du Maître d'ouvrage, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du Marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

24.3. Régime des droits

L'option retenue, concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du Maître d'ouvrage et du Titulaire en la matière est la Cession des droits du Titulaire du Marché au Maître d'ouvrage, telle que définie ci-après :

- En contrepartie de la rémunération versée au Titulaire du Marché, celui-ci cède au Maître d'ouvrage et aux tiers, à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, les droits de propriété intellectuelle qu'il détient ou qu'il a obtenus de l'auteur sur les prestations accomplies en exécution du Marché ;
- Lesdits droits comprennent, notamment :
 - Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique ou électronique ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;

- Pour le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les résultats par tout moyen de diffusion, notamment par voie d'exposition, et/ou support électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, par les réseaux notamment internet et/ou intranet, et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- Pour le droit de distribuer : le droit de distribuer, de faire distribuer ou d'autoriser un tiers à distribuer les résultats, notamment par la mise sur le Marché, à titre onéreux ou gratuit, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support, et ce, pour tout public et sans limitation ;
- Le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les résultats, notamment en les modifiant par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs du résultat, par fusion avec d'autres documents ou résultats issus du Marché, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit au respect de l'auteur, et ce, en une ou plusieurs fois.

Toute exploitation à des fins commerciales des résultats, hormis dans les cas par ailleurs prévus par le Marché, est soumise à l'accord préalable du Titulaire, et doit faire l'objet d'une convention spécifique délimitant l'objet de l'exploitation commerciale, la rémunération subséquente au bénéfice du Titulaire.

Par ailleurs, au titre du présent Marché, le Maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder à des tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, notamment par une cession, une licence ou tout autre type de contrat, sous toute forme, tout ou partie des droits cédés à titre temporaire ou définitif.

En tant que de besoin, et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes, la cession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, magnétique, disque, réseau, clé USB, CD ou DVD.

24.4. Cession du droit de reproduction de l'image des ouvrages construits

Le Titulaire du Marché cède au Maître d'ouvrage, sans rémunération supplémentaire, le droit de reproduire l'image des ouvrages réalisés à partir de ses études.

Ainsi, il cède ce droit à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, le droit de :

- Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, notamment par fixation, enregistrement, numérisation, sans limitation de nombre, tout ou partie des images fixes ou animées, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique, audiovisuels sous forme de vidéogrammes ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- Pour le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les images fixes ou animées par tout moyen, notamment par voie d'exposition, et/ou support papier, électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- Pour le droit de communication : le droit de communiquer, de faire communiquer ou d'autoriser un tiers à communiquer les images fixes ou animées, notamment la mise à disposition du public ou de catégories

de public, par fil ou sans fil, y compris câble, satellite, réseau téléphonique, ondes hertziennes, de manière à ce que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;

- Pour le droit de distribution : le droit de distribuer, faire distribuer ou autoriser un tiers à distribuer et particulièrement par la mise sur le Marché, à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des images fixes ou animées, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support, et ce, pour tout public et sans limitation ;
- Pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les images fixes ou animées, notamment de modifier, de retoucher le cadrage, la couleur, le format d'image, de mixer, assembler, condenser les images, d'incorporer des éléments textuels et d'en assurer la portabilité sur tout support, et ce, en une ou plusieurs fois.

En conséquence de la cession des droits consentis, le Maître d'ouvrage est libre d'exploiter et/ou d'autoriser un tiers à exploiter la reproduction de l'image fixe et/ou animée des ouvrages fixée sur tout support pour les modes d'exploitation visés ci-après, sans que ladite liste ne soit exhaustive :

- Dans le domaine de la presse : pour toute insertion de toute nature dans tout magazine, quotidien, revue périodique ou non, revue interne et d'une manière générale toute publication gratuite ou payante en France et dans tous les autres pays, y compris accessibles par les réseaux numériques ;
- Dans le domaine de l'édition : pour être intégré dans tout ouvrage, livre, guide, carte postale, fascicule, catalogue, plaquette, dépliant, brochure, prospectus, affiches que ces éléments soient commercialisés ou distribués à titre gratuit ;
- Dans le domaine de l'évènementiel : par l'organisation d'expositions, itinérantes ou non, y compris les expositions dans l'environnement numérique, sur tous supports ;
- Dans le domaine de la communication et de la publicité : pour tout type de publicité, de promotion ou de prospection, pour être intégré dans un vidéogramme, dans une présentation power point ou sous tout autre format, au sein d'un site web ou wap, portail ou intranet ;
- Par la constitution d'une base de données d'images.

La cession ainsi consentie au Maître d'ouvrage ne prive cependant pas le Titulaire d'exercer par lui-même, concurremment, les mêmes droits d'exploitation sur l'image des ouvrages, notamment pour la réalisation d'un livre de photos de ses travaux.

24.5. Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance

Le Titulaire s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans le contrat de sous-traitance, la cession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent Marché et lui permettant de rétrocéder lesdits droits au Maître d'ouvrage, au plus tard à l'achèvement de la phase de réalisation.

Le Mandataire du Groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un quelconque membre du Groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du Marché, à faire son affaire d'obtenir, dans le contrat de sous-traitance, la cession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le Marché et lui permettant de rétrocéder lesdits droits au Maître d'ouvrage à l'issue du Marché, au plus tard à l'achèvement de la phase de réalisation.

24.6. Assistance due par le Titulaire du Marché

Le Titulaire s'engage à apporter au Maître d'ouvrage l'assistance indispensable à l'exercice des droits cédés pendant toute la durée de construction des ouvrages et jusqu'à la levée de la dernière des réserves.

Le Maître d'ouvrage peut solliciter le Titulaire du Marché pour tout conseil technique relatif aux études qu'il a réalisé mais également pourra lui demander d'apporter son concours aux autres intervenants pour toute question, assistance technique et/ou transfert de compétence dans le cadre de la construction de l'ouvrage.

La présente assistance est incluse dans le prix du Marché et ne peut faire l'objet d'aucune rémunération supplémentaire.

Article 25. Règlement des différends et des litiges

Tout différend entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs du différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Ce mémoire est transmis au Maître d'Ouvrage.

Si la réclamation porte sur le décompte général du Marché, ce mémoire est transmis dans le délai de trente (30) jours à compter de la notification du décompte général. Dans les autres cas, il est transmis dans un délai de soixante (60) jours à compter de la naissance du différend.

Le mémoire reprend, sous peine de forclusion, les réclamations formulées antérieurement à la notification du décompte général et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif.

Le Maître d'Ouvrage notifie au Titulaire sa décision motivée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation. L'absence de notification d'une décision dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du Titulaire.

Lorsque le Maître d'Ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du Titulaire, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées aux Articles suivants.

25.1. Médiation

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

Conformément à l'article R. 2197-16 du Code de la commande publique, le recours à la médiation pour le règlement des litiges liés à la présente consultation, et notamment la saisine du Médiateur des entreprises, ou au comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'au constat de clôture de la médiation établi par tout moyen ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du Comité.

25.2. Contentieux

En cas d'échec du mode alternatif de règlement du litige mis en œuvre, si les parties ont décidé de recourir à un tel mode alternatif de règlement des litiges, les litiges relatifs à l'exécution du Marché sont soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Paris :

Tribunal administratif de Cergy Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil
BP 30322
95027 Cergy-Pontoise cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00
Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du Marché, le Titulaire dispose d'un délai de six (6) mois, à compter de la notification de la décision prise par le Maître d'ouvrage ou de la décision implicite de rejet pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif.

Passé ce délai, il est considéré comme ayant accepté cette décision et toute réclamation est irrecevable.

Article 26. Résiliation du Marché

Le Maître d'ouvrage peut mettre fin à tout moment de l'exécution des prestations faisant l'objet du Marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait, soit pour faute du Titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières, soit pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du Marché est notifiée au Titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

26.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le Maître d'ouvrage résilie le Marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire n'a le droit à aucune indemnité de résiliation.

26.2. Résiliation pour force majeure et imprévision

Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés relevant de l'imprévision au sens de la jurisprudence administrative, le Maître d'Ouvrage peut résilier le Marché, de sa propre initiative ou à la demande du Titulaire.

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le Marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Maître d'Ouvrage résilie le Marché.

Lorsque la résiliation est prononcée en application du présent Article, le marché est résilié sans indemnité.

26.3. Résiliation aux torts du Titulaire

Le Maître d'ouvrage peut résilier le Marché pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- a. Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, notamment celles relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b. Le Titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements, mobiliers et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, mobiliers, objets et approvisionnements.
- c. Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du Maître d'ouvrage, et si le Titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux ; dans ce cas, la résiliation du Marché décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du Titulaire.
- d. Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants.
- e. Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues au présent contrat.
- f. Le Titulaire déclare, indépendamment des cas prévus au présent Article, ne pas pouvoir exécuter ses engagements.
- g. Le Titulaire n'a pas communiqué les modifications portant sur sa situation juridique ou économique et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du Marché.
- h. Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du Marché, à des actes frauduleux.
- i. Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel, et à la sécurité.
- j. Postérieurement à la signature du Marché, le Titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale.
- k. Postérieurement à la signature du Marché, les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du Marché, s'avèrent inexacts.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, k et l ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le Maître d'ouvrage informe le Titulaire de la sanction envisagée.

La résiliation du Marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire ni à l'application de pénalités.

Les précisions suivantes sont apportées :

- Le Titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'Article 23 du présent CCAP peut s'opérer sans mise en demeure préalable ;

- En cas de non-obtention du permis de construire du fait de la carence du Titulaire dans l'établissement ou la complétude du dossier nécessaire à son obtention, une résiliation du Marché pour faute du Titulaire pourra être engagée.
- En cas de non-production, dans les huit (8) jours de l'acceptation d'une sous-traitance indirecte, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues au sous-traitant indirect, et après mise en demeure du sous-traitant qui sous-traite et du Titulaire du Marché, restée sans effet dans un délai fixé à huit (8) jours, le Marché sera résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-15 du code de la commande publique fournis par le Titulaire, lors de la consultation ou de l'exécution du Marché, le Marché ou la part de Marché correspondante sera, résilié **sans mise en demeure** à leurs frais et risques.

26.4. Résiliation pour événements extérieurs au Marché

26.4.1. Décès ou incapacité civile du Titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, le Maître d'ouvrage peut résilier le Marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un Avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le Titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

26.4.2. Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le Marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du Titulaire, le Marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

26.4.3. Incapacité physique du Titulaire

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du Titulaire, compromettant la bonne exécution du Marché, le Maître d'ouvrage peut résilier le Marché.

La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

26.5. Résiliation pour Ordre de Service tardif

Dans le cas où le Marché prévoit que les opérations doivent commencer sur un Ordre de Service intervenant à compter de la notification du Marché, si cet Ordre de Service n'a pas été notifié dans le délai fixé par le Marché ou, à défaut d'un tel délai, dans les douze (12) mois suivant la notification du Marché, le Titulaire peut proposer au Maître d'ouvrage une nouvelle date de commencement de réalisation des sous-opérations du Marché ; les prestations sont alors exécutées aux conditions économiques du Marché actualisé ou indexé. Le titulaire ne pourra pas demander la résiliation du marché au Maître d'ouvrage si ce dernier refuse sa proposition. Il appartiendra aux parties de convenir d'une nouvelle date de début d'exécution du marché.

26.6. Opérations de liquidation

En cas de résiliation, il est procédé, le Titulaire ou ses ayants droit, tuteur, administrateur ou liquidateur, dûment convoqués aux constatations relatives aux ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier. Il est dressé procès-verbal de ces opérations. Ce procès-verbal est signé par le Maître de l'ouvrage. Il emporte Réception des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, avec effet de la date d'effet de la résiliation, tant pour le point de départ du délai des garanties contractuelles prévues à l'article 35 que de la garantie décennale ainsi que pour le point de départ du délai prévu pour la demande de paiement final du Marché prévue à l'article 16.6 du CCAP.

Dans les dix (10) jours suivant la date de signature de ce procès-verbal, le Maître d'ouvrage fixe les mesures qui doivent être prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés. Ces mesures peuvent comporter la démolition de certaines parties d'ouvrages.

A défaut d'exécution de ces mesures par le titulaire dans le délai imparti par le Maître d'ouvrage, ce dernier peut les faire exécuter d'office. Le titulaire est tenu d'évacuer les lieux dans le délai qui est fixé par le Maître d'ouvrage.

Sauf dans les cas de résiliation ouvrant droit à indemnité, ces mesures sont à la charge du Titulaire.

Le Maître de l'ouvrage dispose du droit de racheter, en totalité ou en partie :

- les ouvrages provisoires réalisés dans le cadre du Marché et utiles à l'exécution du Marché ;
- les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés pour les besoins du Marché, dans la limite où il en a besoin pour le chantier.

Il dispose, en outre, pour la poursuite des travaux, du droit, soit de racheter, soit de conserver à sa disposition le matériel spécialement construit pour l'exécution du Marché.

En cas d'application des deux alinéas précédents, le prix de rachat des ouvrages provisoires et du matériel est égal à la partie non amortie de leur valeur. Si le matériel est maintenu à disposition, son prix de location est déterminé en fonction de la partie non amortie de sa valeur.

Les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés, sont rachetés aux prix du Marché.

En cas de résiliation du Marché, une liquidation des comptes est effectuée. Le décompte de résiliation du Marché, qui se substitue au décompte général, est arrêté par décision du Maître d'ouvrage et notifié au Titulaire.

Le décompte de liquidation comprend :

- a) Au débit du Titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance et d'acompte ;
- la valeur, fixée par le Marché et ses Avenants éventuels, des moyens confiés au Titulaire que celui-ci ne peut restituer ainsi que la valeur de reprise des moyens que le Maître d'ouvrage cède à l'amiable au Titulaire ;
- le montant des pénalités ;
- le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un Marché aux frais et risques du Titulaire.

b) Au crédit du Titulaire :

- la valeur contractuelle des travaux exécutés, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- le montant des rachats ou locations ;
- le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du Marché ;
- le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du Marché ;

Le décompte de liquidation est notifié au Titulaire par le Maître d'ouvrage, au plus tard deux (2) mois suivant la date de signature du procès-verbal. Cependant, lorsque le Marché est résilié aux frais et risques du Titulaire, le décompte de liquidation du Marché résilié ne sera notifié au Titulaire qu'après règlement définitif du nouveau Marché passé pour l'achèvement des travaux. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du Marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

26.7. Mesures coercitives

Sauf disposition particulière contraire, lorsque le Titulaire ne se conforme pas aux dispositions du Marché ou aux ordres de service, le Maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si le Titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des prestations peut être ordonnée, à ses frais et risques, ou la résiliation du Marché peut être décidée.

Pour assurer la poursuite des travaux, en lieu et place du Titulaire, il est procédé, le Titulaire étant présent ou ayant été dûment convoqué, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du Titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux.

Dans le délai d'un (1) mois suivant la notification de la décision de poursuite des travaux, en lieu et place du Titulaire, ce dernier peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.

Après l'expiration de ce délai, la résiliation du Marché est prononcée par le Maître d'ouvrage.

En cas de résiliation aux frais et risques du Titulaire, les mesures prises en application des dispositions précitées sont à la charge de celui-ci. Pour l'achèvement des travaux conformément à la réglementation en vigueur, il est passé un Marché avec un autre entrepreneur. Ce Marché de substitution est transmis pour

information au Titulaire défaillant. Le décompte général du Marché résilié ne sera notifié au Titulaire qu'après règlement définitif du nouveau Marché passé pour l'achèvement des travaux.

Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau Marché, passé après la décision de résiliation sont à la charge du Titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Dans le cas d'une diminution des dépenses, le Titulaire ne peut en bénéficier, même partiellement.

Article 27. Pénalités applicables

27.1. Principes généraux

Les pénalités sont applicables du simple fait de la constatation par le Maître de l'ouvrage ou ses conseils le cas échéant du dysfonctionnement ou du non-respect des conditions contractuelles.

Aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Le montant des pénalités de retard appliquées au Titulaire ne peut excéder 25% du montant hors taxes du Marché en ce compris sa tranche optionnelle quand bien même elle ne serait pas affermée.

Le montant des pénalités est exprimé en Euros Hors Taxe.

En cas de retard sur un délai partiel prévu au Marché, si le délai global est respecté, le Maître d'ouvrage rembourse au Titulaire les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage. Au sens du présent article, constitue un délai partiel d'exécution, les délais d'exécution prévus aux articles 5.1, 5.2 et 5.3 de l'acte d'engagement ou les délais prévus par l'offre du Titulaire qui s'y substitue s'ils sont plus favorables.

Les pénalités sont calculées sur la base de jours calendaires. Ainsi, les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du Groupement conformément aux indications données par le Mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au Mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître d'ouvrage à l'égard des autres entrepreneurs.

Les stipulations des deux alinéas qui précèdent s'appliquent aux retenues provisoires le cas échéant.

Les documents à produire par le Titulaire dans un délai fixé par le Marché doivent être transmis par lui par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le Maître de l'ouvrage.

Toutes les pénalités sont cumulables.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure (à quoi s'assimilent, par exemple, les interruptions dans la fourniture d'électricité, d'eau du fait des compagnies distributrices).

Les constats sont effectués par le Maître d'ouvrage ou son représentant.

Les pénalités sont décomptées sur les acomptes, le décompte final ou le décompte général. Toutefois, le Maître d'ouvrage se réserve le droit, par dérogation au principe d'unicité du décompte général, de procéder directement au recouvrement des pénalités par l'émission de titres exécutoires sans procéder à leur décompte au titre des acomptes, décompte final ou décompte général.

27.2. Pénalités communes à toutes les phases

27.2.1. Attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission d'une attestation d'assurance telle que prévue à l'Article 23 du présent CCAP, le Titulaire subira une pénalité d'un montant de **cent (100) euros** par jour de retard. Si, ayant reçu une demande de transmission d'une attestation d'assurance par le Maître d'Ouvrage, le Titulaire n'a pas, dans un délai de sept (7) jours, transmis l'attestation d'assurance demandée, le Maître d'Ouvrage peut résilier le Marché pour faute du Titulaire conformément à l'Article 26.3 du présent CCAP.

27.2.2. Pénalités pour non-respect de l'engagement de confier une part de l'exécution du marché à des PME et à des artisans

En cas de non-respect de l'obligation définie dans le marché de confier une part de l'exécution du Marché à des PME et à des artisans, une pénalité égale à 25 % de l'écart entre le montant global HT des prestations qui auraient dû être confiées à des PME ou artisans et le montant global HT des prestations effectivement confiées à des PME ou artisans, sera appliquée.

27.2.3. Pénalité pour travail dissimulé

Si le Titulaire du Marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le Maître d'Ouvrage applique une pénalité de **trois-cents (300) euros** par infraction. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

27.2.4. Pénalité pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect de ses obligations relatives à l'insertion, le Titulaire subira une pénalité égale à **soixante (60) euros** par heure d'insertion non réalisée sur le nombre d'heures fixées en application de l'annexe d'insertion.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le Titulaire subira une pénalité égale à **cent (100) euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'Acheteur.

27.2.5. Pénalité pour non-respect des dispositions sur la sous-traitance

Le Titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses Avenants éventuels au Maître d'Ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande, laquelle peut notamment intervenir deux mois avant l'intervention du sous-traitant choisi. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze (15) jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt l'application d'une pénalité provisoire journalière de **1/6000 du montant HT des travaux pour chaque équipement**.

Si, à l'issue d'un délai de sept (7) jours à compter du premier jour de l'application des pénalités provisoires journalières précitées, le Titulaire n'a pas transmis le contrat de sous-traitance et ses Avenants éventuels demandés, le Maître d'Ouvrage peut résilier le Marché pour faute du Titulaire conformément à l'Article 26.3 du présent CCAP.

27.2.6. Autres pénalités

Le Titulaire pourra se voir appliquer d'autres pénalités ou réfections pour les motifs suivants :

- en cas d'absence ou de retard supérieur à trente (30) minutes à toute réunion à laquelle il est convoqué par la maîtrise d'ouvrage, non excusé dans un délai de 24 heures, ou en cas de représentation par une personne incompétente ou n'ayant pas les pouvoirs suffisants à prendre des décisions ou à l'engager, une pénalité de **deux-cents (200) euros** est appliquée,
- En cas de modification du directeur de projet désigné dans les conditions fixées à l'Article 2.2.3 du présent CCAP sans l'accord exprès et préalable du Maître de l'ouvrage, une pénalité de **mille-cinq-cents (1 500) euros** sera appliquée.
- En cas de défaut de notification au Maître d'Ouvrage d'une modification survenant au cours de l'exécution et listée à l'Article 3.2. du présent CCAP, une pénalité de **dix-mille (10 000) euros** sera appliquée,
- En cas de défaut de proposition de prix et de planning à la suite d'une demande de modification émanant de la Maîtrise d'ouvrage, dans les conditions fixées à l'Article 10.2.2 du présent CCAP, une pénalité de **trois-cents (300) euros** sera appliquée par jour de retard.
- En cas de retard dans la remise au Pouvoir Adjudicateur des livrables, le Titulaire encourt une pénalité de **cent (100) euros** par jour de retard.

27.3. Pénalités relatives à l'exécution des prestations des Phases de Conception et de Réalisation

27.3.1. Retard du titulaire dans la phase de conception

- En cas de retard pris par le Titulaire s'agissant de la transmission des documents d'études dans les délais impartis, le Titulaire encourt l'application d'une pénalité journalière de **quatre-cents (400) euros**.
- En cas de retard pris par le Titulaire s'agissant de l'obtention des autorisations administratives, une pénalité de **cinq-cents (500) euros** sera appliquée par jour de retard

- En cas de retard pris par le Titulaire s'agissant de la transmission des études d'exécution (EXE) et/ou de synthèse, le Titulaire encourt l'application d'une pénalité provisoire journalière de **deux-cents (200) euros**.

Les alinéas précédents sont applicables en cas de retard dans le visa de documents d'études, ou autres, établis, en tout ou en partie, par le réalisateur.

27.3.2. Retard du titulaire durant la phase de réalisation

En phase de conception et en phase de réalisation, le réalisateur subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé comme suit.

Travaux et prestations concernés	Pénalité journalière	
	Pour chacun des cinq (5) premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
Études d'exécution (EXE) et/ou de synthèse	1/200 ^e du montant, en prix de base hors TVA, non révisé, de la mission ou de l'élément de mission concerné, pour la ou les sous-opérations concernées	
Travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace	Cent-cinquante (150) euros	Trois-cents (300) euros
Retard ou envoi incomplet de la proposition de méthodologie, de plan et de programme de formation	Cinq-cents (500) euros	Mille (1000) euros
Absence du formateur à une session de formation	Cinq-cents (500) euros	Mille (1000) euros
Retard dans la transmission à l'acheteur du représentant physique du mandataire	Cinq-cents (500) euros	Mille (1000) euros
Retard dans la transmission à l'acheteur de l'identité du remplaçant du représentant physique ou du représentant opérationnel suite à une indisponibilité dument notifiée à l'acheteur	Cinq-cents (500) euros	Mille (1000) euros
Retard dans la transmission au Maître d'ouvrage de l'identité du remplaçant du représentant physique ou du représentant opérationnel suite à une indisponibilité non notifiée à l'acheteur	Mille (1000) euros	Deux mille (2000) euros

Travaux et prestations concernés	Pénalité journalière	
	Pour chacun des cinq (5) premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
Retard dans la transmission au Maître d'ouvrage de l'identification du Responsable Hygiène et Sécurité du Titulaire en phase Conception-Réalisation	Sept-cent-cinquante (750) euros	Mille-cinq-cents (1500) euros
Retard dans la réalisation des travaux	Quatre-mille (4000) euros	Six-mille (6000) euros
Levée des réserves assorties à la Réception pour chaque sous-opération	Dans le cas où le Titulaire n'aurait pas, dans les 60 jours calendaires qui suivent la Réception, remédié aux imperfections ou malfaçons notées contradictoirement lors des opérations préalables à la Réception, une pénalité de quinze-mille (15 000) euros par jour de retard lui sera appliquée.	

27.3.3. Réunions contractuelles – Obligations de transmission de documents

- En cas de non-organisation et de direction des réunions de chantier hebdomadaire, le Titulaire subira une pénalité de **mille (1 000) euros** par manquement constaté.
- En cas d'absence aux réunions de chantier, le Titulaire subira une pénalité de **cinq-cents (500) euros** par manquement constaté.
- En cas de retard supérieur à trente (30) minutes à toute réunion à laquelle il est convoqué par le Maître d'Ouvrage, non excusé dans un délai de vingt-quatre (24) heures ou en cas de présentation par une personne incompétente ou n'ayant pas les pouvoirs suffisants à prendre des décisions ou à l'engager, le Titulaire subira une pénalité de **deux-cents (200) euros** par manquement constaté.
- En cas de retard dans la diffusion d'un compte rendu de réunion, le Titulaire subira une pénalité de **deux-cents (200) euros** par jour de retard.
- En cas de retard dans la diffusion des comptes rendus des réunions de chantier, le Titulaire subira une pénalité forfaitaire de **cinq-cents (500) euros**. Ladite pénalité s'appliquera pour tous retards dans la remise de documents dans les délais fixés par le présent CCAP.
- En cas d'absence, de retard ou d'absence de suivi des prestations des concessionnaires (préparation des dossiers pour les demandes de raccordement et autres, coordination entre les travaux du présent Marché et les travaux des concessionnaires, etc.), le Titulaire subira une pénalité de **cinq-cents (500) euros** par manquement constaté.
- En cas d'absence de tenue du registre de chantier, le Titulaire subira une pénalité de **cinq-cents (500) euros** par jour de retard.

27.3.4. Pénalités pour absence à une réunion des commissions de sécurité

En cas d'absence de l'un ou plusieurs représentant du Titulaire lors du passage des commissions de sécurité, le Titulaire subira l'application d'une pénalité de **dix-mille (10 000) euros** par manquement constaté.

27.3.5. Etat d'avancement de l'opération

En cas de non-information du Maître d'ouvrage sur l'état d'avancement mensuel de l'opération, le Titulaire subira une pénalité d'un montant de **mille (1 000) euros** par manquement constaté.

27.3.6. Fourniture d'échantillons, de locaux témoins, des prototypes, et ATEX

En cas de retard dans la transmission d'échantillons, de prototype, d'ATEX ou de locaux témoins, le Titulaire subira une pénalité d'un montant de **cinq-cents (500) euros** par jour de retard.

27.3.7. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution de la phase de réalisation.

A la fin des travaux, le réalisateur devra, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la date de la notification de la décision de réception et de clôture du chantier d'un ouvrage, avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais et risques du réalisateur, après mise en demeure restée sans effet, sans préjudice d'une pénalité de **mille (1 000) euros** par jour de retard.

27.3.8. Retenues pour non remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la Réception, des documents à fournir après exécution visés à l'Article 35.4. du présent CCAP, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant correspondant à **vingt-mille (20 000) euros** hors taxes. Elle sera appliquée sans mise en demeure préalable et payée après la remise complète des documents.

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues au Titulaire sur le dernier décompte mensuel relatif à la phase de réalisation et jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois, et s'il y a lieu, si le montant du dernier décompte mensuel de la phase de réalisation ne permettait pas l'application de cette retenue, le Maître de l'ouvrage pourrait l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà d'un (1) mois suivant la date des opérations préalables à la Réception, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet. Elle suivra le régime fiscal des pénalités.

27.3.9. Non-respect des prescriptions de chantier

Les pénalités ci-après seront appliquées de plein droit, sur simple constatation du Maître d'ouvrage et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard pour le lendemain.

- Non-respect des prescriptions du bureau de contrôle **mille (1 000) euros** par infraction constatée par le bureau de contrôle et/ou le Maître de l'ouvrage ou ses conseils.

- Bruits de chantier en cas de non-respect des plages horaires aménagées en accord avec les intervenants : **mille (1 000) euros**.
- Usage de matériel non conforme aux exigences acoustiques dans le cadre du chantier : **deux-cents (200) euros** par manquement constaté.
- Dépôt de matériel, terres, gravois hors zones prescrites : **mille (1 000) euros** par jour de non-respect des prescriptions.
- Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : **mille (1 000) euros** par jour de non-respect des prescriptions.
- Défaut de nettoyage du chantier et des cantonnements : **cent (100) euros** par manquement constaté.
- Si le chantier présente un aspect général et une propreté jugée non satisfaisante par le Maître d'Ouvrage, après deux avertissements, une entreprise extérieure sera missionnée pour réaliser les opérations de nettoyage. Cette prestation sera facturée au Titulaire du Marché.
- Défaut de dispositif de nettoyage et décroûtage des engins avant la sortie du chantier : **mille (1 000) euros** par jour de non-respect des prescriptions.
- Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets : **cinq-cents (500) euros** par manquement constaté.
- Non-respect du tri des déchets ou présence dans une benne non appropriée : **deux cents (200) euros** par manquement constaté.
- Absence de production de bordereaux de suivi des déchets : **cinq cents (500) euros** par manquement constaté.
- Non-respect des plans d'aménagement et de circulation du chantier : **cent (100) euros** par manquement constaté.
- Travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace : **trois-cents (300) euros** par manquement constaté.
- Stationnement en dehors des zones prévues à cet effet : **mille (1 000) euros** par véhicule constaté.
- Non-respect des horaires de travail autorisés : **mille (1 000) euros** par jour de non-respect des prescriptions
- Non-respect d'articles de la charte de chantier : **mille (1 000) euros** par jour de non-respect des prescriptions constatée par le maître de l'ouvrage ou ses conseils.

En ce qui concerne le non-respect des demandes assorties d'un délai émanant du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, les montants des pénalités encourues par jour calendaire de retard sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure préalable sont les suivants :

- Remise d'un plan particulier en matière de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) : **mille (1 000) euros** ;
- Intervention sur le chantier d'une entreprise sans diffusion préalable du P.P.S.P.S. : **deux-mille (2 000) euros** ;
- Non-exécution des prescriptions du PGC en matière d'hygiène et de sécurité : **deux-mille (2 000) euros**, après mise en demeure, et ce, jusqu'à l'obtention de l'avis favorable du coordonnateur,
- Non-respect d'une injonction du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, par événement : **deux-mille (2 000) euros** ;
- Infraction constatée aux règles de sécurité et de protection de la santé sur le chantier, par infraction constatée et par jour **deux-mille (2 000) euros**.

27.3.10. Pénalités pour dégradation des voiries et abords

Sur simple constat par le Maître d'Ouvrage de dégradation des voiries et des espaces publics empruntées par les véhicules du Titulaire dans le périmètre d'accès au chantier, le Maître d'Ouvrage met en demeure le Titulaire de remettre en état la voirie dans un délai de cinq (5) jours ouvrés.

En cas de méconnaissance du délai susvisé, une pénalité de **mille (1 000) euros** hors taxes est appliquée par jour.

27.3.11. Pénalités pour non présentation à une convocation du tribunal

En cas de référé préventif, si le Titulaire est convoqué par le tribunal, son absence à cette convocation entraînera l'application d'une pénalité de **deux-mille (2 000) euros** par manquement constaté.

PARTIE 2 : DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA PHASE CONCEPTION

Article 28. Phase conception

La phase de conception a notamment pour objet :

1. S'il y a lieu, la reprise, par le Titulaire, des études de conception produites à l'appui de l'offre finale et/ou au cours de la mise au point du Marché ;
2. La réalisation des missions géotechniques G2 (y compris sondages dont les modalités devront être validées par la Maîtrise d'Ouvrage) et suivantes ;
3. La réalisation des études avant-projet définitif et l'établissement, par le Titulaire, des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire (PC) et des autres déclarations et autorisations administratives, ainsi que l'assistance apportée au Maître d'ouvrage au cours de leur instruction, jusqu'à l'obtention desdits permis et autorisations ;
4. L'établissement par le Titulaire :
 - Des études de projet (PRO) ;
 - Du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) des travaux ;
 - Du plan général d'implantation des ouvrages.

La phase de conception a également pour objet l'exécution, par le Titulaire des missions complémentaires suivantes, ce pour ladite phase :

5. Mission de coordination en matière de système de sécurité contre l'incendie (SSI), lorsqu'elle est requise par les lois et règlements en vigueur ;
6. Mission de responsable du projet (RESP) pour l'application des articles L. 554-1 et suivants et R. 554-1 et suivants du code de l'environnement, relatifs aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens ;
7. Mission de coordination et d'animation du commissionnement :
 - Le commissionnement des ouvrages ainsi que de leurs installations et équipements techniques, dissociables ou non, est confié au Titulaire.

- En phase de conception et en phase de réalisation, jusqu'à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement, l'animation de cellule de commissionnement est assurée par l'agent de commissionnement présent au sein du Groupement.

Le contenu de chaque élément de mission d'étude est défini par référence aux articles R. 2431-4 à R. 2431-23 et D. 2171-4 à D. 2171-14 du code de la commande publique Ils comporteront :

28.1. Mise au point de l'Avant-projet sommaire remis à l'offre

Report dans les pièces graphiques et techniques de tout complément ou de toute précision formulée dans l'offre du groupement de conception-réalisation ou demandée par Grand Paris Aménagement

28.2. Avant-projet définitif et élaboration des autorisations d'urbanisme

28.2.1. Objectifs

Les études d'avant-projet définitif ont pour objet de :

- Déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme ;
- Arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ;
- Définir les principes constructifs, les matériaux et les installations techniques ;
- Participer à la vérification de la cohérence des éléments du projet et des prestations avec l'économie générale du marché public.

L'objectif principal de l'APD est la stabilisation du projet en vue de permettre le début des études plus détaillées du projet et de définir et de geler les orientations de conception en vue de préparer le dossier PRO.

Il doit permettre au titulaire de finaliser la conception générale, de stabiliser de manière définitive sa réponse au programme du Maître d'Ouvrage, d'un point de vue fonctionnel, technique, économique, et de délais.

Au cours de ces études, la poursuite du dialogue instauré avec le Maître d'ouvrage et ses conseils doit permettre à celui-ci, sur proposition du groupement, d'arrêter les choix principaux. C'est également à ce stade que le groupement de conception-réalisation aura en charge la préparation du dossier de demande d'autorisation d'urbanisme.

Le parti pris programmatique est d'éviter les impacts environnementaux importants et ainsi de ne pas devoir lancer des procédures longues au titre du code de l'environnement. Si des dossiers de déclaration ou d'autorisation ou une étude d'impact particulière devaient être réalisés, ils seraient à la charge du groupement.

28.2.2. Études à mener

Dans le cadre des études d'avant-projet, le Titulaire doit :

- Vérifier la compatibilité des solutions retenues avec les contraintes du programme et du site afin de permettre au Maître d'ouvrage d'arrêter définitivement ses choix.
- Vérifier le respect des différentes réglementations applicables à la réalisation d'un groupe scolaire
- Préciser un calendrier et le phasage de réalisation en veillant à la cohérence de ce calendrier avec les délais d'exécution prévus par l'acte d'engagement ou, les délais proposés dans son offre s'ils sont inférieurs à ceux prévus par l'acte d'engagement et s'y substituent.

- Proposer, justifier, puis définir les solutions techniques, notamment pour les équipements techniques, les matériaux, avec indication, le cas échéant des performances à atteindre.
- S'assurer des besoins, contraintes et préconisations des services administratifs ainsi que de l'aménageur.
- Proposer, justifier, puis définir les orientations d'études pour répondre au programme environnemental.
- Mener une étude approfondie des chantiers alentours afin de proposer des interventions qui prennent en compte les contraintes opérationnelles du quartier environnant.
- Conventionner et piloter les études des concessionnaires pour les raccordements et les dévoiements nécessaires à la réalisation du projet
- Mener l'ensemble des études géotechniques et hydro géotechnique complémentaires nécessaires
- Assurer le recueil de données et d'informations nécessaires pour la bonne réalisation de la phase et des phases ultérieures

28.2.3. Documents à produire

Le mémoire :

Ce document est à caractère à la fois descriptif, explicatif et justificatif formulé pour partie en termes de performances à atteindre.

Ce document porte sur :

- Les données physiques et leurs interprétations.
- Les solutions possibles et explications du choix retenu.
- Les solutions techniques (ou les performances techniques des solutions possibles pour y répondre).
- Les solutions techniques et les performances techniques des solutions possibles pour répondre aux objectifs environnementaux et énergétiques définis dans le programme environnemental.
- La description des ouvrages avec indication des principaux matériaux.
- Le planning d'exécution mis à jour.
- Le respect des règles de construction.
- Le respect des règles du travail et notamment celles relatives à la prévention des risques professionnels en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le dossier de plans :

Ils seront établis en s'inspirant des principes de coordination dimensionnelle en tenant compte des règles de normalisation publiées par les professions :

- Plan masse au 1/200e
- Plans cotés des différents niveaux à l'échelle 1/100e, et pour certains détails significatifs au 1/50e
- Plans cotés des façades à l'échelle 1/100e, et pour certains détails significatifs au 1/50e

Le dossier à l'intention du contrôleur technique, désigné par le Maître d'ouvrage comprenant tout ou partie des documents visés ci-dessus.

Le dossier de demande de Permis de Construire (ou permis d'aménager), établi conformément à la réglementation, compris la production de toutes pièces complémentaires jusqu'à l'obtention de l'autorisation.

Le dossier ou les éléments à l'intention du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé. Ce dossier doit contenir également les éléments propres à une éventuelle certification environnementale visée par l'équipement.

Le dossier des concessionnaires présentant le travail de conventionnement entre les concessionnaires et le titulaire et le schéma directeur de dévoiement et de raccordement des réseaux. Ce dossier précisera les éventuelles interventions à prévoir auprès des riverains.

Certaines interventions seront à anticiper vis-à-vis du PRO et des travaux. Ces anticipations sont à identifier dès les phases Offre et à confirmer en phase AVP. Ces anticipations sont intégrées au prix de l'offre.

Le dossier de gestion de l'interface avec les exploitants notamment dans la perspective d'une bonne gestion des commissions de sécurité (conformité construction, conformité exploitation)

28.2.4. Validation des études d'avant-projet et du dossier d'autorisation d'urbanisme

Pour les études d'avant-projet, *a minima* 2 réunions de présentation/échange en présence du Maître d'ouvrage et de la Ville de Taverny doivent être prévues. Le Titulaire présentera lors de ces réunions les documents en cours d'élaboration jusqu'au rendu final.

Les sujets soumis à arbitrage et/ou à validation seront préparés, explicités et illustrés notamment par des synthèses et visuels (ex. : perspectives dans le site).

À l'issue du délai de validation, Grand paris Aménagement peut être amené à ne pas valider la phase au motif que les ouvrages décrits ne sont pas conformes au marché ou que les documents remis sont incomplets. Dans ce cas le Titulaire reprend ses études jusqu'à fournir un dossier permettant au maître d'ouvrage de le réceptionner.

28.3. Etudes de projet

28.3.1. Objectifs

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides ;
- Transmettre au maître d'ouvrage les éléments lui permettant d'estimer les coûts d'exploitation de l'ouvrage ;
- Participer à la vérification de la cohérence des éléments du projet et des prestations avec l'économie générale du marché public.

Les études portant sur le projet de conception sont fondées sur le contenu des études d'avant-projet acceptées par Grand paris Aménagement ; elles devront tenir compte des éventuelles observations formulées lors de l'instruction du permis de construire ainsi que de celles du contrôleur technique et du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé.

Cet élément de mission recouvre principalement quatre domaines de préoccupation : la qualité, le prix, les délais et les usages.

- En ce qui concerne la qualité :

Permettre de décrire l'ouvrage projeté sous la forme d'une synthèse de tous les choix effectués depuis le diagnostic sachant qu'à l'issue de ce présent élément de mission, les choix doivent couvrir la totalité des constituants de l'ouvrage, et de s'assurer que l'ouvrage projeté répond dans ses détails au programme arrêté.

- En ce qui concerne les délais :

Le projet de conception doit permettre d'établir un calendrier prévisionnel des travaux et de s'assurer de la cohérence de la réalisation avec ses contraintes de livraison, notamment en termes de phasage. Le calendrier prévisionnel des travaux est cohérent et respecte les délais d'exécution prévus par l'acte d'engagement ou, les délais proposés dans son offre s'ils sont inférieurs à ceux prévus par l'acte d'engagement et s'y substituent.

- En ce qui concerne l'usage :

Le projet de conception doit permettre d'explicitier les conditions d'accessibilité, d'utilisation par le public et les personnels et d'adaptabilité de l'ouvrage. Il doit également permettre de donner les éléments permettant d'estimer les coûts d'exploitation concernant les consommations énergétiques et les coûts de fonctionnement, conformément aux attentes d'une éventuelle certification environnementale visée, ainsi qu'aux attentes des objectifs environnementaux spécifiés dans le programme.

28.3.2. Documents à produire

Les études relatives à cet élément de mission aboutissent aux documents suivants :

1. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) Comprenant :

- La décomposition de l'ouvrage en corps d'état définis avec précision.
- Un descriptif détaillé de chaque corps d'état (avec mention des caractéristiques fonctionnelles, dimensionnelles et de position de tous les éléments de l'ouvrage, avec limites de prestations notamment vis à vis de l'aménageur et/ou des services concessionnaires).
- Les prescriptions techniques correspondantes (référence aux normes, qualité des matériaux, mise en œuvre, essais, tolérance).
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de santé.

2. Le calendrier descriptif détaillé de l'opération

Ce cahier doit comporter d'une part des indications sur la durée et l'enchaînement des travaux correspondant à chaque intervenant et d'autre part les indications concernant les interventions tierces concomitantes. Il devra également intégrer une période de 2 à 3 mois pour l'aménagement des locaux par l'exploitant avant le passage de la commission de sécurité et d'accessibilité et la mise en exploitation du Groupe scolaire.

Il précisera le plan de phasage permettant la bonne réalisation des opérations tout en préservant les fonctions nécessaires au fonctionnement du bâtiment et son environnement.

3. La décomposition des prix par corps d'état et par poste de prix, soit la DPGF.

4. Les plans généraux

Les plans issus des études d'avant-projet sont rectifiés et complétés pour prendre en compte les résultats des études et les arbitrages.

5. Les plans détaillés concernant :

- Les différents plans de niveaux, avec détail de cotation et repérage des différents équipements.
- Les voiries, réseaux divers, espaces verts, à l'échelle de 1/100e, avec indication de tous les détails.
- Les toitures ou terrasses, à l'échelle de 1/50e, avec indication de tous les détails de construction ou d'équipement.
- Les façades et coupes à l'échelle de 1/50e, définissant les différents nus et le repérage des menuiseries, fermetures, etc....
- Les zones particulières nécessitant une explication à l'échelle de 1/20e.

6. Les plans des équipements

- Implantation et encombrement de tous les équipements techniques.
- Les plans de détails des gaines techniques à l'échelle 1/10e
- Tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides.

7. Les principaux éléments de calcul concernant notamment :

- Les études géotechniques et hydro-géotechnique
- Les calculs de justification des performances : Calcul RT 2020, Puissance, R7, éclairement, ACV, BBio, ...
- Le dimensionnement des bâtiments, des réseaux, des structures de génie civil, des VRD

8. Les éléments de bonne articulation avec les concessionnaires et les exploitants concernant notamment :

- Les conventions travaux des concessionnaires en vue des dévoiements et de raccordement des réseaux (avec relevé photos des réseaux dévoyés, levé topo et PV de consignation quand nécessaires)
- Les éventuelles conventions avec les riverains
- La mise à jour du dossier de gestion de l'interface avec les exploitants notamment dans la perspective d'une bonne gestion des commissions de sécurité (conformité construction, conformité exploitation)

9. Le mémoire comprenant :

- Les éléments de réponse aux éventuelles observations et réserves formulées lors de l'instruction de la demande de permis de construire.
- Les éléments de réponse nécessaires au Maître d'ouvrage, en cas de recours éventuel contre le Permis de Construire.
- Les éléments de réponse aux éventuelles observations formulées par le contrôleur technique et le coordonnateur sécurité et protection de la santé.
- Des commentaires éventuels justifiant le respect des dispositions réglementaires et des servitudes, les choix techniques et les propositions de variantes.
- Le tableau détaillé des surfaces (surface utile par type d'espace, surface de plancher, ratios de rendement de plans, surface des façades).

10. Le mémoire environnemental

Il comprend à minima la notice environnementale rendue lors de la consultation et approfondie avec les études PROJET afin de répondre aux objectifs environnementaux fixés dans le programme. Pour rappel, le projet doit s'inscrire dans une démarche raisonnée de développement durable et approcher les performances des bâtiments à basse consommation énergétique.

Le dossier à l'intention du contrôleur technique

Le dossier à l'intention du contrôleur technique désigné par le Maître d'ouvrage comprend les documents visés ci-dessus, complétés éventuellement par la grille synthétique des éléments de conception dûment remplie.

Le titulaire aura la charge du dialogue préparatoire avec le contrôleur technique en vue de l'obtention d'avis favorable sans réserve. Il lui appartiendra de tout mettre en œuvre à ces frais dans ce but.

Le dossier d'interventions ultérieures réalisé par le CSPS

Le titulaire devra transmettre toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

28.3.3. Validation des études de projet

Pour les études de projet, *a minima* 2 réunions de présentation/échange en présence du Maître d'ouvrage et de la Ville de Taverny doivent être prévues. Le groupement présentera lors de ces réunions les documents en cours d'élaboration jusqu'au rendu final.

Les sujets soumis à arbitrage et/ou à validation seront préparés, explicités et illustrés notamment par des synthèses et visuels (ex. : perspectives dans le site).

À l'issue du délai de validation, Grand paris Aménagement peut être amené à ne pas valider les études de projet au motif que les ouvrages décrits ne sont pas conformes au marché ou que les documents remis sont incomplets. Dans ce cas le Titulaire reprend ses études jusqu'à fournir un dossier permettant au maître d'ouvrage de le réceptionner.

28.4. Pilotage des études et organisation du groupement

28.4.1. Dispositif de Pilotage

Le mandataire proposera un dispositif de management du programme, du budget, du planning et des risques et interfaces. Ce dispositif permettra un dialogue avec le maître d'ouvrage pour anticiper les difficultés et maîtriser le projet. Ce dispositif sera complété :

- d'une synthèse et d'un suivi des arbitrages.
- d'un cahier des écarts programmatiques remis à chaque phase de la mission

Le mandataire proposera un dispositif de management du contrat de conception réalisation pour en permettre la gestion administrative et financière. Ce dispositif permettra un dialogue avec le maître d'ouvrage pour anticiper les difficultés et maîtriser le contrat. Ce dispositif sera complété d'une synthèse et d'un suivi des arbitrages.

La version 1 de ces dispositifs incluant les éléments de références (budget, planning directeur et planning détaillé, programme, risque, contrat ...) sera présenté dans le cadre de la révision, après l'attribution du

Marché, de l'avant-projet sommaire remis lors de l'offre finale. Un travail préparatoire avec GPA devra être préalablement conduit avec GPA.

L'ensemble de ces éléments de contrôle de gestion sera mis à jour autant que nécessaire *a minima* lors de la remise de chaque d'étude et à de façon mensuelle en phase travaux. Ces éléments seront transmis 3 jours ouvrés avant les réunions entre le titulaire et GPA. Ce dispositif pourra s'enrichir et s'adapter à l'avancement du projet mais doit permettre de tracer de façon explicite les évolutions du projet.

Le mandataire assurera le bon fonctionnement et la coordination du Groupement. Il assurera le déploiement à ses frais de tous les dispositifs nécessaires au bon fonctionnement du Groupement (logiciel, installation, communication, réunions, ...) et à la réussite de la mission.

28.4.2. Coordination et Synthèse des études

Le mandataire du groupement de conception-réalisation est chargé :

- Du pilotage et de la coordination des différentes interventions et intervenants.
- De la mise en place et de l'animation de la cellule de synthèse avec les membres du groupement, et les concessionnaires. Un travail de pré synthèse devra être conduit dès les phases APD et PRO pour anticiper la résolution des difficultés.
- De la coordination avec les maîtrises d'ouvrage tiers et notamment des concessionnaires et. Un travail de coordination en phase étude devra être conduit dès les phases APD et PRO pour anticiper la résolution des difficultés.

PARTIE 3 : DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA PHASE REALISATION

Article 29. Phase réalisation

29.1. Etudes d'exécution, synthèse, visa

Les études d'exécution fondées sur le projet approuvé par le maître de l'ouvrage, permettent la réalisation de l'ouvrage ; elles ont pour objet pour l'ensemble de l'ouvrage :

- L'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants, et définissant les travaux dans tous leurs détails ;
- La réalisation des études de synthèse (dite SYN) ayant pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduisant par des plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations ;
- L'actualisation du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par corps d'état et les plans de phasage associés ;

- Tous documents nécessaires à la réalisation des ouvrages et à la validation des conditions de leur exécution par le bureau de contrôle et le CSPS.
- L'équipe de maîtrise d'œuvre nommée au titre de l'article L. 2171-7 du Code de la commande publique et de l'article 3.2.3. du CCAP assure la mission de VISA des travaux réalisés par le Titulaire.

29.2. Direction de l'exécution des travaux

Concernant la direction de l'exécution des contrats de travaux, doivent être assurées par le Titulaire :

- la direction du suivi de chantier,
- l'OPC et l'organisation,
- la convocation et la direction des réunions de chantier (dont la fréquence sera au minimum hebdomadaire),
- le pilotage des procédures qualité, environnement, sécurité
- la rédaction et la diffusion des compte-rendu de ces réunions,
- ainsi que l'information mensuelle sur l'état d'avancement au maître d'ouvrage.
- la préparation et la bonne tenue des commissions de sécurité (conformité ouvrage et conformité exploitation et de de l'aménagement des locaux par l'exploitant.

L'équipe de maîtrise d'œuvre vérifiera tout au long du chantier la conformité des ouvrages réalisés aux documents et études qu'il aura établis et aux documents contractuels. Elle examinera les documents complémentaires qui seront produits par l'équipe de réalisation.

Plus précisément, la direction de l'exécution des travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les dispositions des études effectuées et sont conformes au marché public ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du contrat ;
- Établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du contrat ainsi que procéder aux constats contradictoires ;
- Organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Établir les fiches d'autocontrôle.

Les tâches à effectuer :

- Direction du suivi du chantier ;
- Établissement et diffusion des compte-rendu de réunion hebdomadaire de chantier ;
- Établissement et diffusion des compte-rendu de toute autre réunion ;

- État d'avancement général des travaux à partir du planning général (deux mises à jour mensuelles) ;
- Information mensuelle du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables ;
- Contrôle de la conformité de la réalisation aux autorisations administratives par le groupement de conception-réalisation ;
- Contrôle de la conformité de la réalisation aux projets approuvés par le maître d'ouvrage par le groupement de conception-réalisation ;
- Examen des documents complémentaires ;
- Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage ;
- Gestion financière :
 - Établissement des projets décomptes mensuels ;
 - Établissement du décompte final ;
 - Établissement des devis de travaux modificatifs ;
 - Établissement du projet de décompte général.

29.3. Exécution des travaux

29.3.1. Phase travaux

Cette prestation consiste en l'exécution des travaux de construction y compris des raccordements aux réseaux par les concessionnaires et/ou ouvrages laissés en attente par l'aménageur.

Le test d'étanchéité à l'air prévu dans le cadre de l'atteinte des objectifs énergétiques sera réalisé par l'entreprise titulaire du marché.

29.3.2. Documents de chantier

Le Titulaire tiendra en permanence sur le chantier dans un casier fermant à clé, tous les documents à jour, ainsi que la liste de ces documents avec dates des approbations (plans, notes, ...). Ces documents seront réservés à la maîtrise d'ouvrage et/ou à l'AMO-T.

29.3.3. Rendez-vous de chantier

Le Titulaire assure l'organisation et la direction des réunions de chantier hebdomadaire, la rédaction et la diffusion des comptes rendus de ces réunions, ainsi que l'information du Maître de l'ouvrage sur l'état des travaux et des dépenses correspondantes ainsi que des évolutions prévisibles en ces domaines. Les comptes-rendus doivent être transmis dans un délai de 48 heures à compter de la date de la réunion.

Le Maître d'ouvrage, et son AMO-T, le bureau de contrôle et le CSPS sont invités à chacune de ces réunions.

Le Titulaire, et en cas de groupement, chacun des membres du Groupement, sont tenus d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par la maîtrise d'ouvrage, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'opérateur et donner sur-le-champ des ordres nécessaires sur le chantier.

La présence du Titulaire, et le cas échéant, de l'ensemble des membres du Groupement, étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, leur absence ou leur remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne leur responsabilité sans que mention du fait soit portée sur le cahier de chantier visé ci-après.

29.3.4. Locaux témoins

Elle comprend l'exécution et la présentation au Maître d'ouvrage des témoins suivants :

- Un espace témoin au choix du Maître d'ouvrage
- Une façade témoin significative au choix du Maître d'ouvrage

Ces espaces témoins seront réalisés en mettant en œuvre toutes les prestations dus au marché.

Le Titulaire devra indiquer dans le planning des travaux la date de présentation de ces espaces témoins.

29.3.5. Dossier photographique

Un dossier photographique couleur du chantier sera établi par le mandataire et sera remis mensuellement au maître d'ouvrage par tous moyens permettant d'accuser la bonne réception (mail/cloud/profil acheteur) au format jpeg au fur et à mesure de sa constitution.

29.3.6. Visite de chantier

Elles ont lieu à l'initiative du Titulaire, du maître d'ouvrage ou de son représentant technique et précèdent généralement les réunions de chantier.

29.3.7. Convocation du Titulaire

Le Titulaire ou son représentant se rend sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants. L'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique au mandataire et à chacun des autres cotraitants.

29.3.8. Réunion Maîtrise d'ouvrage

Les réunions maîtrise d'ouvrage seront organisées en phase travaux mensuellement par le représentant du maître d'ouvrage, la présence du Titulaire et en cas de groupement de chacun des membres du groupement est obligatoire.

Le calendrier de réunions est arrêté et transmis dès le démarrage des travaux par le Maître d'ouvrage au Mandataire, à l'AMO T, au bureau de contrôle et au CSPS.

Le représentant de la ville sera convié à ces réunions sur des sujets bien précis.

Lors de ces réunions, il sera présenté au Maître d'ouvrage :

- L'état d'avancement de l'opération,
- Les événements survenus au cours du trimestre
- Les options qui s'offrent au maître d'ouvrage pour l'aider dans ces décisions
- L'état des décisions à prendre par le maître d'ouvrage
- Le point financier

29.3.9. Sujétions résultantes de l'exploitation du domaine public

Le Titulaire supporte seuls les frais de remise en état des dégradations causées aux voies et espaces publics. Un constat d'huissier avant et après l'intervention, en présence du Maître d'ouvrage et de la ville de Taverny devra être réalisé par le Titulaire à ses frais.

Article 30. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

L'ensemble des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'appliquent au Marché.

30.1. Provenance des matériaux et produits

Ledit CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction et déroge aux dispositions du CCTG le cas échéant.

Le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le programme de l'opération du marché et au CCTP.

Le Titulaire est tenu de mettre à la disposition du Maître d'ouvrage les documents assurant la traçabilité de tous les produits, matériaux et composants de construction préalablement à leur mise en œuvre.

Le réalisateur ne peut modifier la provenance de produits, matériaux et/ou composants de construction qu'après accord du Concepteur puis accord écrit du Maître d'ouvrage.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix.

30.2. Mise à disposition de lieux d'emprunt de matériaux

Sauf dans l'hypothèse où les lieux d'extraction ou d'emprunt sont mis à la disposition du Titulaire par le Maître de l'ouvrage, le Titulaire est tenu d'obtenir, en tant que de besoin, les autorisations administratives nécessaires pour les extractions et emprunts de matériaux. Les indemnités d'occupation ou les redevances à la collectivité publique concernée éventuellement dues pour ces extractions ou emprunts sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire supporte dans tous les cas les charges d'exploitation des lieux d'extraction ou d'emprunt et, le cas échéant, les frais d'ouverture. Il supporte également, sans recours contre le Maître de l'ouvrage, la charge des dommages entraînés par l'extraction des matériaux, par l'établissement des chemins de desserte et, d'une façon générale, par les travaux d'aménagement nécessaires à l'exploitation des lieux d'extraction ou d'emprunt. Il garantit le Maître de l'ouvrage au cas où la réparation de tels dommages serait mise à la charge de celui-ci.

30.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

30.3.1. Qualité des matériaux et produits. - Application des normes

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du Marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Les normes visées par le Marché sont celles dont la date de prise d'effet est antérieure de trois mois au premier jour du mois d'établissement des prix, sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française.

Le CCTP des travaux, élaboré par le Titulaire, définit les compléments et dérogations à apporter au CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Toute demande d'équivalence relative aux matériaux, produits et composants de construction, ou toute modification dans les caractéristiques et qualité des matériaux, produits et composants définis dans le Marché ou dans le CCTP doit faire l'objet de l'accord préalable du Maître de l'ouvrage ou de ses conseils le cas échéant, ce après avis du Concepteur.

Sauf accord intervenu entre le Maître de l'ouvrage et le Titulaire du Marché sur des dispositions différentes, les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par un laboratoire ou un organisme de contrôle, le cas échéant proposé par le(s) Concepteur(s), à la charge du réalisateur.

Le CCTP des travaux, élaboré par le Titulaire, précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières du Titulaire, ainsi que les modalités correspondantes.

Le Titulaire ne peut utiliser des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par le marché que si le Maître d'ouvrage l'y autorise par écrit.

Si le Maître d'ouvrage subordonne son autorisation à l'acceptation par le Titulaire d'une réfaction déterminée sur les prix, le titulaire ne peut contester les prix traduisant cette réfaction.

Les supports de données et autres fournitures qui sont nécessaires au bon fonctionnement de matériels sont conformes aux normes homologuées en vigueur ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

30.3.2. Vérification qualitative des matériaux et produits - Essais et épreuves

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du marché peut être établie par une attestation délivrée par un organisme établi dans l'Espace économique européen et accrédité selon les normes NF EN ISO/CEI 17025 et NF EN ISO/CEI 17065 par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord européen multilatéral pertinent pris dans le cadre de European co-operation for Accreditation (EA), coordination européenne des organismes d'accréditation.

Sauf accord intervenu entre le Maître de l'ouvrage et le Titulaire du Marché sur des dispositions différentes, les vérifications seront assurées dans les mêmes conditions qu'à l'article 31.3.1. précité. En outre. Afin de s'assurer de la conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du marché, le Maître de l'ouvrage, sur proposition éventuelle d'un de ses conseils, peut décider de faire exécuter des essais et vérifications sur les matériaux, produits et composants de construction:

- S'ils sont effectués par le Titulaire, ils seront rémunérés sur justificatifs, sauf s'ils conduisent à la constatation d'une malfaçon ou non-conformité dont l'existence était soupçonnée par le Maître d'ouvrage ou l'un de ses conseils. Dans ce cas, ils seront à la charge du Titulaire.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le Maître de l'ouvrage.

Le Titulaire entrepose les matériaux, produits et composants de construction de manière à faciliter les vérifications prévues. Il prend toutes mesures utiles pour que les matériaux, produits et composants puissent être facilement distingués, selon qu'ils sont en attente de vérification ou acceptés ou refusés. Les matériaux, produits et composants refusés doivent être enlevés rapidement du chantier, et sous un délai maximum de 15 jours calendaires à défaut le Maître d'ouvrage peut les faire enlever aux frais et risques du Titulaire et cela sans mise en demeure ou constat contradictoire.

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications.

Article 31. Implantation des ouvrages

31.1. Plan général d'implantation de l'ouvrage

Le plan général d'implantation des ouvrages est un plan orienté qui précise la position des ouvrages, en planimétrie et en altimétrie, s'il y a lieu, par rapport à des repères fixes.

Ce plan est établi par le Titulaire.

31.2. Piquetage général

Le piquetage général consiste à reporter sur le terrain la position des ouvrages définie par le plan général d'implantation, au moyen de piquets numérotés solidement fixés au sol, dont les têtes sont raccordées en plan et en altitude aux repères fixes mentionnés par le plan général d'implantation. La position des piquets est notée sur un plan de piquetage général ou reportée sur le plan général d'implantation des ouvrages, qui se substitue alors au plan de piquetage général.

Le Titulaire est tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence au piquetage général des ouvrages, ce sur la base du plan général d'implantation des ouvrages qu'il aura établi et qu'il aura remis au Maître d'ouvrage.

Le Titulaire devra, pour toutes les opérations de piquetage et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter l'équipe de maîtrise d'œuvre tenir à la disposition de ceux-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant.

La réalisation du piquetage est comprise dans le prix forfaitaire du Marché.

Le Titulaire doit, en outre, surseoir aux travaux adjacents jusqu'à décision du maître d'œuvre, prise par ordre de service, sur les mesures à prendre.

31.3. Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

31.3.1. Obligations générales du Titulaire

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le Titulaire veille au respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, résultant des articles L554-1 et suivants et R554-1 et suivants du code de l'environnement.

Son offre technique et financière prend en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques particulières fixées par le présent document.

Pour l'application de ces dispositions le responsable de projet est le titulaire.

Notamment, dès la notification du Marché et avant l'exécution des travaux, le Titulaire est tenu de consulter la plateforme de téléservice du guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément au modèle prescrit.

Les techniques que le Titulaire prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Pour toute intervention à proximité des réseaux, le réalisateur respecte les prescriptions édictées par le guide technique disponible sur le site « www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr », ainsi que, le cas échéant, les informations spécifiques sur les précautions particulières à prendre jointes par les exploitants aux récépissés des déclarations DT et DICT ou complétées dans le CCTP des travaux.

Le Titulaire informe le responsable de projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le Titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction, en ce compris ses sous-traitants et les sous-traitants indirects, de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure, à ce titre, de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Dès lors que la durée d'exécution de la phase de réalisation excède six (6) mois ou excède la durée définie dans la DICT, le réalisateur sera tenu d'effectuer une nouvelle DICT au-delà de ce délai auprès des exploitants d'ouvrages sensibles pour la sécurité, à moins que des réunions périodiques aient été planifiées dès le démarrage du chantier avec l'(les) exploitant(s) du (des) réseau(x).

Le Titulaire veille également au respect par ses (leurs) sous-traitants (respectifs) de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent CCAP relatives aux travaux à proximité des réseaux.

31.3.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations et câbles ou autres réseaux, dépendant du maître d'ouvrage ou de tierces personnes, le Titulaire assure les sondages préalables en trois dimensions des ouvrages souterrains et assure leur report exact sur le terrain par un piquetage spécial selon les modalités prévues à l'article 31.3. du présent CCAP.

Ce piquetage spécial est reporté sur le plan de piquetage général ou sur le plan général d'implantation des ouvrages, s'il s'est substitué au plan de piquetage général conformément à l'article 31.3 du CCAP.

Il appartient également au Titulaire de recueillir auprès des exploitants des ouvrages repérés les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

À l'instar des travaux de piquetage général, les travaux de piquetage spécial sont inclus dans le prix général et forfaitaire.

31.3.3. Evolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du projet par le Maître de l'ouvrage et l'exécution des travaux

Dans le cas où le Titulaire découvre de nouveaux ouvrages, des modifications ou extensions d'ouvrages :

- Il doit en informer par écrit le maître d'ouvrage sans délai ;
- Si les ouvrages découverts sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité, ou en cas de différence notable, entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance du Titulaire, qui entraînerait un risque pour les personnes, lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, le Titulaire arrête le chantier :

En cas de carence du Titulaire, le du Maître d'ouvrage pourra ordonner l'arrêt des travaux ;

- Un constat contradictoire doit être établi, conformément au modèle réglementaire, sans délai avec le titulaire . Le constat contradictoire précise :
 - Les précautions éventuelles à prendre pour la sécurité ;
 - Les modifications qui doivent être, le cas échéant, apportées au projet ;
 - L'ensemble des dispositions techniques à prendre pour permettre la poursuite des travaux (précautions pour la sécurité, précautions techniques, investigations complémentaires) ;
 - Les conséquences sur les délais ;
 - L'arrêt ou la reprise des travaux ;
 - Les conséquences financières de la découverte : constat de la présence de clauses contractuelles permettant l'indemnisation des précautions et des techniques à mettre à œuvre, de l'arrêt de chantier et des délais supplémentaires ou nécessité d'un Avenant définissant les conditions de prise en charge.
- Le CCTP des travaux du titulaire définit, le cas échéant, les actions complémentaires à mettre en œuvre pour identifier les réseaux et en fixer la localisation ou si celle-ci s'avère impossible, pour réaliser les travaux avec toutes les précautions nécessaires :
 - Toutes les actions complémentaires et investigations complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux sont prises en charge par le Maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un Avenant.
- Le Titulaire sera indemnisé de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'évolution des réseaux sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts pour :
 - La mise en œuvre des précautions particulières ;
 - La mise en œuvre des techniques particulières ;
 - Les conséquences du sursis à l'exécution des travaux ou de l'arrêt des travaux ;
 - Les conséquences des dépassements de délais.

Si la découverte des réseaux remet en cause le projet, dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent Marché, elle emporte résiliation du Marché pour motif d'intérêt général dans les conditions fixées à l'Article 26.1. du présent CCAP.

31.3.4. Dispositions applicables en cas de retard dans l'engagement des travaux imputable au défaut de réponse d'un exploitant d'un réseau sensible pour la sécurité

Conformément à l'Article 31.3.1 du présent CCAP, le Titulaire doit, dès la notification du Marché et avant l'exécution des travaux, consulter le guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les travaux ne peuvent pas débuter à proximité d'un réseau sensible pour la sécurité tant que le Titulaire n'a pas reçu un récépissé de DICT de l'exploitant de ce réseau sensible. En l'absence de récépissé dans les sept (7) jours de la DICT [neuf (9) jours en cas de DICT non dématérialisée], le Titulaire doit relancer sans délai

l'exploitant concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ou par tout moyen apportant des garanties de preuve équivalente.

En cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant de réseaux, dans les deux (2) jours ouvrables de la relance, le Titulaire doit alerter le responsable de projet pour qu'il fasse décaler d'autant la date de démarrage des travaux. Un constat contradictoire est établi avec le responsable de projet pour confirmer l'arrêt ou la suspension du projet et ses conséquences financières

Le Titulaire ne subira aucun préjudice du fait de ce retard et sera indemnisé de son préjudice éventuel par le Maître de l'ouvrage sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts subis du fait du retard dans l'engagement des travaux.

31.3.5. Dispositions particulières en cas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains

Le titulaire après avoir procédé à la déclaration de projet de travaux (DT), a procédé aux investigations complémentaires relatives à l'incertitude de localisation des réseaux rangés dans les classes de précision B ou C prévues par l'arrêté du 15 février 2012 *pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution*. Ces investigations n'ont pas permis de lever les incertitudes de localisation géographique.

Pour les ouvrages rangés dans la classe de précision B : Le CCTP du titulaire précise les investigations complémentaires éventuelles à réaliser au démarrage des travaux.

Si les incertitudes de localisation ne sont pas levées après réalisation de ces nouvelles investigations, le Titulaire devra appliquer les précautions techniques particulières adaptées nécessaires à l'intervention à proximité des ouvrages ou tronçons d'ouvrages dont l'incertitude de localisation est trop élevée mais inférieure à 1,5 mètre, définies par le CCTP du titulaire et à défaut par le guide technique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux visé par l'article R.554-29 du Code de l'Environnement.

La rémunération des travaux est différenciée entre les zones d'incertitude et celles de parfaite connaissance de la localisation des réseaux que le réseau soit sensible ou non. Les principes de répartition des actes en plusieurs catégories donnant lieu à tarification différenciée sont fixés au guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux.

Si la localisation réelle des réseaux remet en cause le projet dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent Marché, sans préjudice la prise en charge par le Maître d'ouvrage des actions et investigations complémentaires par le Titulaire conformément à l'Article 32.3.3 du présent CCAP, elle pourra emporter résiliation du Marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du Titulaire dans les conditions fixées à l'article 26.1. du présent CCAP.

Pour les ouvrages rangés dans la classe de précision C : Le CCTP du titulaire précise les investigations complémentaires à réaliser au démarrage des travaux.

La rémunération des travaux est différenciée entre les zones d'incertitude et celles de parfaite connaissance de la localisation des réseaux que le réseau soit sensible ou non. Les principes de répartition des actes en

plusieurs catégories donnant lieu à tarification différenciée sont fixés au guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux.

Si la localisation réelle des réseaux remet en cause le projet dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent Marché, la prise en charge par le Maître d'ouvrage des actions et investigations complémentaires par le Titulaire conformément à l'Article 31.3.3 du présent CCAP, elle pourra emporter résiliation du Marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du Titulaire dans les conditions fixées à l'Article 26.1. du présent CCAP.

31.3.6. Arrêt de chantier dû à la découverte d'un ouvrage non identifié ou d'une incertitude de localisation ou dû à l'endommagement des ouvrages

Le Titulaire doit arrêter les travaux, à l'exception des travaux d'investigations complémentaires qui lui auraient été confiés, dans tous les cas suivants :

- Découverte fortuite d'un réseau susceptible d'être sensible pour la sécurité ;
- En cas d'écart notable entre les informations relatives au positionnement des réseaux communiqués avant le chantier par le Titulaire ou le responsable du projet et la situation constatée au cours du chantier susceptible d'entraîner un risque pour les personnes liées au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité ;
- Découverte ou endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage, sensible ou non sensible pour la sécurité, dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies au Titulaire par l'exploitant de plus de 1,5 mètre, ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ce dernier.

Il doit en informer sans délai par écrit le responsable du projet.

Un constat contradictoire doit être établi sans délai entre le Titulaire et le responsable du projet pour confirmer les difficultés rencontrées et prescrire le cas échéant l'arrêt éventuel du chantier ainsi que les conséquences techniques et financières qui en résultent.

L'arrêt de chantier est un cas d'ajournement des prestations.

Le Titulaire ne subira aucun préjudice en cas d'arrêt de chantier faisant suite à l'une des circonstances identifiées ci-dessus et sera indemnisé par le Maître d'ouvrage de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'arrêt du chantier sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts notamment pour :

- la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la garde du chantier pendant l'arrêt de celui-ci
- la mise en œuvre de précautions particulières nécessaires pour assurer la sécurité pendant l'arrêt du chantier
- les conséquences des dépassements de délais

Le Titulaire ne peut reprendre l'exécution des travaux que sur ordre écrit du responsable du projet sur les mesures à prendre.

Dans le cas d'endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, le Titulaire doit :

- Arrêter immédiatement le fonctionnement des engins ou des matériels de chantier
- Alerter immédiatement les pompiers et l'exploitant du réseau concerné
- Aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible
- Accueillir les secours à leur arrivé et rester à leur disposition autant que nécessaire

Dans le cas d'endommagement d'un réseau même superficiel, d'un déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un réseau souterrain flexible, le Titulaire doit prévenir l'exploitant dans les meilleurs délais. Un constat contradictoire doit être établi avec l'exploitant.

Article 32. Préparation, coordination et exécution des travaux

La coordination des travaux, comprenant l'ordonnancement et le pilotage des travaux, sera assurée par le Titulaire.

32.1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

La période de préparation s'effectue à la diligence respective du Titulaire. Elle est incluse dans les délais d'exécution.

Le Titulaire un programme d'exécution des travaux comportant notamment le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, les matériels et les méthodes qui seront utilisés et le calendrier d'exécution des travaux précisant la date de démarrage des travaux et leur durée d'exécution, les dispositions prévues par le Mandataire pour assurer la coordination des tâches incombant aux autres membres du Groupement, ainsi qu'un plan de gestion, d'élimination et de valorisation des déchets de chantier.

Le programme d'exécution comporte en sus les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages. Pour obtenir la qualité requise des ouvrages, le Titulaire prend les dispositions utiles en matière notamment :

- d'organisation ;
- de contrôles exercés par le Titulaire ou pour son compte, sur ses propres actions, ou celles de ses sous-traitants ; l'ensemble de ces contrôles est désigné par l'expression le contrôle intérieur ;
- de traçabilité du suivi des travaux et de traçabilité des matériaux dont il a la charge et des résultats du contrôle intérieur ;
- de modes de communication avec les autres acteurs du chantier.

Le calendrier d'exécution des travaux est, le cas échéant, précisé lors de la période de préparation.

L'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis au visa du Concepteur dans le mois qui suit la date de démarrage de la période de préparation.

L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

L'attente des visas ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux si l'ordre de service de démarrage des travaux est notifié au Titulaire.

32.2. Plans d'exécution et de synthèse – Notes de calculs – Études de détail - échantillons et prototypes fournis par le Titulaire

Le Concepteur est chargé d'établir toutes les études d'exécution et de synthèses, nécessaires à l'exécution des ouvrages, parties d'ouvrage et autres travaux, objet du Marché, dont l'établissement n'est pas expressément confié, en tout ou en partie, au Réalisateur.

Si le Réalisateur est chargé de l'établissement de tout ou partie des études d'exécution des ouvrages, ces documents seront transmis à la maîtrise d'ouvrage pour information et soumis au visa du Concepteur et à celui du Contrôleur Technique, s'il y a lieu, préalablement à la réalisation des travaux.

Si les études d'exécution sont réalisées par le Concepteur, elles seront transmises à la maîtrise d'ouvrage et AMO pour information avant tout début d'exécution et soumis au visa du Contrôleur Technique, s'il y a lieu, préalablement à la réalisation des travaux.

Le Titulaire demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance. S'il reconnaît une erreur dans les documents particuliers du Marché fournis par le Maître d'ouvrage, il doit le signaler immédiatement par écrit au Maître d'ouvrage.

Le Titulaire est tenu de transmettre au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé les éléments que celui-ci demande pour l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).

Les plans d'exécution sont cotés et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre. Ils doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques figurant au Marché, les formes des ouvrages, la nature des parements, les formes des pièces dans tous les éléments et assemblages, les armatures et leur disposition.

Toutes les études d'exécution et de synthèse doivent être fournies, sur support papier, en quatre (4) exemplaires dont un (1) en permettant la reproduction (non relié).

Elles doivent également être fournies, sur support physique électronique (clé USB), en deux (2) exemplaires, dans les conditions suivantes :

- Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels suivants :
 - .zip ; .pdf ; et, pour les plans, .dwf.

Le Réalisateur a parfaitement connaissance de l'ensemble des pièces techniques auxquelles il a participé dans le cadre du présent Marché.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution éventuellement à sa charge.

Il constate que les documents élaborés par le Concepteur lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Les plans d'exécution sont complétés par une série d'échantillon, de prototypes et de témoins. Ces échantillons, prototypes et témoins doivent permettre au Maître d'ouvrage de connaître les modalités d'aménagement de chaque catégorie de local. Ils seront proposés par l'équipe de conception à l'examen du Maître d'ouvrage, au minimum 4 mois avant la finalisation des plans d'exécution correspondants. Les prototypes et les témoins serviront de support de mise au point et d'approbation des constituants du projet par le Maître d'ouvrage, qui pourra imposer des changements sur certains sujets importants relatifs au fonctionnement, au niveau qualitatif, à la maintenabilité.

Le Titulaire devra prendre à sa charge la réalisation de tous les prototypes et/ou ATEX chantier nécessaires ainsi que les tableaux de présentations de finitions et échantillons. Un local de stockage et de présentation des différents équipements devra être prévu au sein des installations de chantier.

32.3. Lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, une carte d'identification professionnelle sécurisée. Il est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier et devra remettre au Maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze (15) jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Chaque sous-traitant devra être avisé de ce que les obligations énoncées au présent Article leur sont applicables.

Article 33. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

33.1. Emplacement des installations

Le Titulaire se procure, à ses frais et risques, les emplacements dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier et dépôts provisoires dans la mesure où ceux que le Maître d'Ouvrage a mis éventuellement à sa disposition ne sont pas suffisants.

Il est précisé que la mise à disposition de terrains par le maître d'ouvrage feront l'objet d'une convention d'occupation temporaire et précaire à titre onéreux.

Les lieux devront être remis en état en fin de travaux.

Le Concepteur est chargé d'une mission de contrôle sur les installations réalisées par le(s) réalisateur(s). Le Maître de l'ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par le(s) réalisateur(s).

Le(s) réalisateur(s) s'engage(nt) au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

Le Titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Le Titulaire doit faire apposer dans les chantiers une affiche indiquant le Maître de l'ouvrage pour le compte de qui les travaux sont exécutés et, si ce dernier n'est pas le Maître d'ouvrage, l'organisme signataire du Marché, les nom, qualité et adresse du Concepteur.

33.2. Laboratoire et bureau de chantier

Le Titulaire aura la charge d'installer :

- un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux contrôles, essais et/ou vérifications sur place, prévus au Marché ;
- un bureau comprenant 2 postes de travail avec téléphone commun pour le Maître d'ouvrage, le Contrôleur Technique, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ainsi que les éventuels assistants à maîtrise d'ouvrage ; ladite construction devant être meublée, éclairée et chauffée. Le bureau doit disposer d'une imprimante ainsi que d'une salle de réunion suffisante pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions. Le bureau et la salle de réunion devront impérativement être équipés d'un accès à internet.

33.3. Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale

Aucun emplacement ne sera mis à la disposition du Titulaire. Celui-ci devra se procurer à ses frais, les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires ou définitifs des matériaux, notamment déblais et/ou des terres végétales. Il doit soumettre le choix de ces terrains à l'accord préalable du Maître d'ouvrage, qui peut refuser l'autorisation ou la subordonner à des dispositions spéciales à prendre, notamment pour l'aménagement des dépôts à y constituer, si des motifs d'intérêt général, comme la sauvegarde de l'environnement, le justifient.

33.4. Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le Titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Chacun d'eux s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du Marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du Maître de l'ouvrage.

33.4.1. Mise en œuvre des mesures de sécurité sur les chantiers

Application des principes généraux de prévention : Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier, au même titre que le Maître de l'ouvrage et le

coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, le Concepteur doit, tant au cours de la phase de conception que de la phase de réalisation, mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter comprennent des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence d'un coordonnateur sur le chantier ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au Concepteur.

Le Titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de son chantier ainsi que sa signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers. Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée. Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié ; ils doivent être éclairés, doivent disposer de la signalétique dédiée et, au besoin, être gardés.

Le Titulaire prend les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement, si l'importance des chantiers le justifie.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du Titulaire. En cas d'inobservation par le Titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le Maître d'ouvrage peut prendre aux frais du Titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet. En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ou du Maître d'ouvrage ne dégage pas la responsabilité du Titulaire.

Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique :

Lorsque les travaux intéressent la circulation publique, la signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière ; elle est réalisée, sous le contrôle des services compétents, par le Titulaire, ce dernier ayant à sa charge la fourniture et la mise en place des panneaux et des dispositifs de signalisation.

Si l'exécution des travaux entraîne la déviation de la circulation, le Titulaire a la charge, dans les mêmes conditions, de la mise en place et de l'entretien de la signalisation aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et de la signalisation des itinéraires déviés. La police de la circulation aux abords des chantiers ou aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et le long des itinéraires déviés incombe aux services compétents.

Le Titulaire doit informer par écrit les services compétents, au moins cinq (5) jours ouvrables à l'avance, de la date de commencement des travaux en mentionnant, s'il y a lieu, le caractère mobile du chantier.

Le Titulaire doit, dans les mêmes formes et délai, informer les services compétents du repliement ou du déplacement du chantier.

Maintien des communications et de l'écoulement des eaux :

Le Titulaire doit conduire les travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, ainsi que l'écoulement des eaux, sous réserve des précisions données, le cas échéant, par les documents particuliers du Marché sur les conditions dans lesquelles des restrictions peuvent être apportées à ces communications et à l'écoulement des eaux.

En cas d'inobservation par le Titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le Maître d'œuvre peut prendre aux frais du Titulaire les mesures nécessaires, après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés :

Lorsque les travaux sont exécutés à proximité de lieux habités ou fréquentés, ou méritant une protection au titre de la sauvegarde de l'environnement, le Titulaire doit prendre, à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées et les poussières.

Collaboration en phases de conception et de réalisation : Le Titulaire est tenu d'associer le coordonnateur SPS dès la phase d'élaboration du projet de l'ouvrage, lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier.

Il devra convoquer le coordonnateur SPS à toutes les réunions qu'il organise afin de lui permettre d'exercer correctement sa mission. Il lui adressera ses études dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission.

Le Titulaire devra tenir compte des observations du coordonnateur SPS ou adopter des mesures d'une efficacité équivalente.

Mesures d'organisation générale du chantier : Les mesures d'organisation du chantier sont prises sous l'autorité du Titulaire. Elles sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur.

Le Titulaire participe au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail,.

Le Titulaire répond aux observations ou notifications mentionnées sur le registre journal lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le registre journal tenu par le coordonnateur s'il l'estime nécessaire.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L. 4211-1 et L. 4211-2, L. 4531-1 à L. 4531-3 et L. 4532-1 à L. 4532-18 et R. 4532-1 à R. 4533-7 du code du travail.

A) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

B) Le Plan de sécurité et de santé

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le chantier est soumis à un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par le Titulaire au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R. 4532-56 à R. 4532-74 du code du travail dans un délai de 30 jours calendaires après la notification du Marché.

Le Plan particulier prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le Plan général et particulier de Sécurité et de Santé est tenu à jour par le Titulaire qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par le Titulaire pendant une durée de 5 ans à compter de la Réception.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient au Titulaire de les répercuter

C) Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail

Le Collège interentreprises doit être constitué au plus tard **vingt et un jours avant le début des travaux**. Il est présidé par le Coordonnateur SPS.

* **Composition** : Le Collège comprend outre le Coordonnateur SPS comme Président, les Concepteurs, les réalisateurs, les sous-traitants. Le Président avise au moins 15 jours à l'avance de la date de la réunion et l'ordre du jour. La réunion se tient sur le lieu du chantier. Peuvent y participer avec voix consultative : les

représentants de l'Inspection du Travail, de la Caisse Régionale d'assurance maladie, de l'OPPBT, et un salarié par entreprise.

Le Collège se réunit pour la 1^{ère} fois, dès que deux entreprises interviennent, puis tous les 3 mois ainsi que:

- soit à la demande de la majorité des représentants ayant voix délibérative,
- soit des 2/3 des représentants salariés,
- ou à la suite d'un accident grave ou ayant pu l'être.

*** Fonctionnement** : Les règles de fonctionnement du Collège sont précisées par un règlement intérieur qui est adopté par vote lors de sa constitution. Le règlement précise notamment : la fréquence des réunions adaptée aux travaux, les procédures propres à la sécurité collective, les conditions de vérification de l'application des mesures de fonctionnement, la procédure de règlement des difficultés entre ses membres, les attributions du Président.

Les procès-verbaux sont consignés sur un registre consultable et font ressortir :

- l'ensemble des décisions du Collège,
- le compte-rendu des inspections du chantier,
- la formation aux postes de travail dispensée et les formations de sécurité complémentaires.

Les procès-verbaux sont transmis au CHSCT des entreprises intervenantes dont les membres peuvent interpellé par écrit le Président du Collège interentreprises, qui doit répondre par écrit.

33.5. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

Les dommages de toute nature, causés par le Titulaire au personnel ou aux biens du Maître de l'ouvrage, du fait des déménagements, de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux, déménagements et prestations objet du Marché.

La Réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du Titulaire, en cas de réclamation auprès du Maître de l'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la Réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

Article 34. Contrôles et Réception des travaux

34.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP Travaux.

L'Article 30.3 du présent CCAP, relatif aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, est applicable aux essais et contrôles objet du présent Article.

Le Maître de l'ouvrage, le cas échéant sur proposition d'un de ses conseils, se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le Marché :

- Les premiers essais, définis par le Maître de l'ouvrage, seront à la charge de celui-ci sauf s'ils conduisent à la constatation d'une malfaçon ou non-conformité dont l'existence était soupçonnée par le Maître d'ouvrage ou l'un de ses conseils. Dans ce cas, ils seront à la charge du Titulaire.
- Tous les suivants, qui s'avéreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge du Titulaire ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le sous-groupement des entrepreneurs et le Maître de l'ouvrage, sur proposition éventuelle d'un de ses conseils et après avis du sous-groupement des Concepteurs.

34.2. Réception

34.2.1. Dispositions générales

34.2.1.1. La Réception est l'acte par lequel le Maître d'ouvrage accepte, avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté.

Le réalisateur avise le Maître d'ouvrage, par écrit, et pour chaque tranche, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront. Ledit avis doit être visé par le Concepteur.

Le Maître d'ouvrage convoque le Titulaire aux opérations préalables à la réception. Le Mandataire du Groupement convoque chacun de ses cotraitants.

Le Maître d'ouvrage, et ses conseils le cas échéant, procède aux opérations préalables à la réception dans un délai de **vingt (20) jours** à compter de la date de réception de l'avis ci-avant ou de la date indiquée dans l'avis pour l'achèvement des travaux, si la date est postérieure.

Le Concepteur doit assister auxdites opérations.

Le procès-verbal prévu à l'article 34.2.1.2. du CCAP mentionne soit la présence du Titulaire soit son absence. Il mentionne quels sont les membres présents du Groupement et quels sont ceux qui sont absents.

34.2.1.2. Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves éventuellement prévues par le Marché ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au Marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le Maître d'ouvrage et signé par lui et par le Titulaire. Si le Titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire du procès-verbal est remis au titulaire.

34.2.1.3. Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le Maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves.

S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

34.2.1.4. S'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le Maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans la décision de réception, ce délai ne pouvant excéder deux mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception prévu à l'article 34.2.1.2 du CCAP.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

34.2.1.5. S'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché ont été exécutées mais sont entachées d'imperfections et malfaçons, le Maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception avec réserve, le titulaire s'engage à remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le Maître d'ouvrage dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, dans le délai de deux mois.

La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception prévu à l'article 34.2.1.2 du CCAP.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

34.2.1.6. Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages ou parties d'ouvrages estimés défectueux et proposer au Titulaire une réfection sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfection, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation laquelle doit intervenir dans un délai fixé par le Maître d'ouvrage ou, en l'absence d'un tel délai, dans le délai de deux mois.

Le cas échéant, la constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception prévu à l'article 34.2.1.2 du CCAP.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

34.2.1.7. En tout état de cause, la réception est prononcée sous réserve de :

- le cas échéant, la validation de la commission de sécurité et toute autre instance administrative dont l'aval est nécessaire pour l'ouverture et le fonctionnement du Groupe Scolaire ou des locaux faisant l'objet de la tranche affermie ;
- la mise en service du Groupe scolaire ;

34.2.2. Réceptions partielles

Pour les différentes phases correspondant à un ouvrage ou une partie d'ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et son autonomie identifiées dans le Marché, il sera prononcé des réceptions partielles. Les dispositions mentionnées par l'Article 34.2. du présent CCAP s'appliquent à chaque réception partielle.

Dans l'hypothèse où le Maître d'ouvrage décide de procéder à l'affermissement de la tranche optionnelle, il est procédé à la réception partielle des travaux objets de la tranche ferme.

Pour ce qui est de la réalisation des espaces verts, il sera prononcé des réceptions partielles.

Pour les travaux ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Dans tous les cas également, les stipulations générales relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

Les travaux qui feront l'objet de réceptions partielles seront précisés par ordres de service.

34.2.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

La prise de possession par le Maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages doit être précédée d'une réception partielle dans les conditions prévues à l'article 34.2. du CCAP ou selon des conditions qui seront fixées par le Maître d'ouvrage et notifiées par ordre de service. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à une réception partielle, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

Dans l'hypothèse où le Maître d'ouvrage décide de procéder à l'affermissement de la tranche optionnelle, il est procédé à la réception partielle des travaux objets de la tranche ferme et à sa prise de possession anticipée par le Maître d'ouvrage.

34.3. Mise à disposition provisoire de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le présent article s'applique lorsque le Marché, ou un ordre de service, prescrit au Titulaire de mettre, pendant une certaine période, certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, non encore achevés, à la disposition du Maître de l'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du Marché.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le Maître d'ouvrage et le Titulaire.

Le Titulaire a le droit de suivre les travaux non compris dans son Marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du Maître de l'ouvrage. Il peut faire des réserves, s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que ces travaux risquent de les détériorer. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées au Maître d'ouvrage.

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

Sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, le Titulaire n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à la disposition du Maître de l'ouvrage.

34.4. Documents fournis à la date d'achèvement des travaux

Le Réalisateur remet au Concepteur :

- Les éléments constitutifs du dossier des ouvrages exécutés (DOE) ;
- Les éléments nécessaires à l'établissement, par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, du dossier des interventions ultérieures sur les ouvrages (DIUO) ;

Après vérification par le Concepteur que les éléments précités – soit le DOE et le DIUO - remis sont conformes au Marché, le Concepteur les transmet au Maître d'ouvrage, et ses conseils le cas échéant, au plus tard à la date des opérations préalables à la réception. Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé dans le même délai.

Chaque DOE comprend au moins :

- Les plans suivants, conformes aux ouvrages exécutés par le(s) réalisateur(s) :
 - o Les plans d'ensemble,
 - o Les plans de détails,
 - o Les plans de récolement,
- Autres éléments suivants, établis ou collectés par le(s) réalisateur(s) :
 - o Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages,
 - o Les spécifications de pose des éléments d'équipement et installations mis en œuvre,
 - o Les conditions de garantie des fabricants attachées auxdits équipements et installations,
 - o Le livret d'accueil des usagers du Groupe Scolaire
- Les constats d'évacuation des déchets.

Chaque dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

L'ensemble des documents doivent être présentés dans les formes prévues ci-après :

- o Tous documents et éléments constituant les DOE et DIUO doivent être rédigés en langue française :
 - Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages,
 - Les spécifications de pose des éléments d'équipement et installations mis en œuvre,
 - Les conditions de garantie des fabricants attachées aux équipements et installations,
- o Les éléments constitutifs du DOE doivent être produits en **six (6) exemplaires** sur support papier dont **un (1) reproductible** (non relié) ;
- o Les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO doivent être produits en **six (6) exemplaires** sur support papier dont **un (1) reproductible** (non relié) ;

L'ensemble des documents à fournir après exécution doivent, en sus, être remis au Maître d'ouvrage, et ses conseils le cas échéant, sur **support physique électronique** (clé USB) en **deux (2) exemplaires**, ce aux formats suivants :

- Les plans du DOE précités, au format .dwg ;

- Les autres éléments constitutifs du DOE, au format .pdf ;
- Les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO, aux formats .pdf, d'une part, et .docx, d'autre part ;

Les documents doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul.

34.5. Formation

Le Titulaire formera le personnel à l'utilisation et à la maintenance des installations suivantes : GTB, TGBT, Chauffage, VMC, sécurité incendie et anti-intrusion, contrôle d'accès, bassin de rétention des eaux pluviales....

Le coût correspondant est inclus dans le présent marché. Cette formation concernera 5 à 10 personnes des services techniques de la Ville.

Article 35. Garanties contractuelles

35.1. Délai de garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie est, d'un an à compter de la date d'effet de la réception ou, pour les travaux ayant donné lieu à une réception partielle, à compter de la date d'effet de cette réception partielle..

Pendant le délai de garantie, le Titulaire est tenu à une obligation dite obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise ;
- Remédier à tous les désordres signalés par le Maître de l'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la Réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du Marché ;
- Remettre au Maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution des travaux.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires exigés par le Maître de l'ouvrage ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b) et c) ci-dessus ne sont à la charge du Titulaire que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

Les sûretés éventuellement constituées sont libérées dans les conditions réglementaires.

Si le Maître d'ouvrage fait obstacle à la libération des sûretés, il en informe, en même temps, le Titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Lorsque le Maître d'ouvrage présume qu'il existe un vice de construction dans un ouvrage, il peut, jusqu'à l'expiration du délai de garantie, prescrire par ordre de service les mesures de nature à permettre de déceler ce vice. Ces mesures peuvent comprendre, le cas échéant, la démolition partielle ou totale de l'ouvrage. Le Maître d'ouvrage peut également exécuter ces mesures lui-même ou les faire exécuter par un tiers, mais les opérations doivent être effectuées en présence du Titulaire ou celui-ci ayant été dûment convoqué.

Si un vice de construction est constaté, les dépenses correspondant au rétablissement de l'intégralité de l'ouvrage ou à sa mise en conformité avec les règles de l'art et les spécifications du Marché, ainsi que les dépenses résultant des opérations éventuelles ayant permis de mettre le vice en évidence, sont à la charge du Titulaire, sans préjudice de l'indemnité à laquelle le Maître de l'ouvrage peut alors prétendre. Si aucun vice de construction n'est constaté, le Titulaire est remboursé des dépenses précitées, s'il les a supportées.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés ci-dessus, le délai de garantie est automatiquement prolongé sans que le Maître d'ouvrage ait à prendre une décision de prolongation, jusqu'à la levée complète des réserves par le titulaire.

35.1. Garanties particulières en ce qui concerne les espaces verts

En matière d'espaces verts :

- Les sujets végétaux et gazons feront l'objet de travaux de parachèvement jusqu'à leur réception. Cette réception sera constatée au plus tôt pour les gazons à la deuxième tonte suivant l'ensemencement et pour les végétaux au plus tard le 15 octobre suivant la période de plantation. La réception est prononcée à l'issue de ces travaux lorsque les exigences de réussite fixées au fascicule 35 du CCTG applicables aux Marchés publics de travaux sont atteintes (fascicule relatif aux travaux neufs et d'entretien des aménagements paysagers, des aires de sport et de loisirs de plein air). Cette date constitue le début du délai de garantie de parfait achèvement du Marché. Pendant cette période l'arrosage nécessaire à l'entretien des espaces verts reste à la charge du titulaire.
- Le délai de garantie est de deux (2) an à compter des dates de Réception correspondantes (gazons et plantations). Durant cette période le Groupement réalise les travaux de confortement nécessaires au bon développement des plantations et ensemencements figurant au Marché. Le coût et la nature de ces prestations devront apparaître de manière explicite et séparée dans les documents contractuels (y compris les modalités de règlement).

Article 36. Remise en fin de Marché

36.1. Continuité du service

Dans le délai courant entre la dénonciation du Marché et la fin effective de celui-ci, le Titulaire reste tenu de toutes ses obligations contractuelles.

36.2. Documentation et bases de données

À l'échéance normale ou anticipée du Marché, l'ensemble des documents et des données qui lui auront été confiés et/ou qui auront été constitués au cours du Marché sont restitués par le Titulaire au Maître de l'ouvrage, sous réserve du paiement des sommes dues par le Maître de l'ouvrage au Titulaire au titre du Marché.

Si ces données sont intégrées à des outils dont le Titulaire est propriétaire ou utilisateur exclusif en fonction de licences qu'il détient, les données seront transférées aux frais du Titulaire sous des formats standards de type EXCELTM.

Tous frais de reconstitution du dossier seront supportés par le Titulaire et, à défaut, seront retenus par le Maître de l'ouvrage sur le décompte définitif.

En cas de résiliation, de non-renouvellement ou à la fin du présent Marché, le Titulaire remettra à la disposition du Maître de l'ouvrage tous les documents et éléments suivants, entre autres :

- La documentation technique, plans, schémas et maquette BIM transmis lors de la mise en place ou en cours d'exécution du Contrat et ceux mis à jour suite aux modifications des installations réalisées par le Titulaire,
- Les moyens et les fournitures mis à sa disposition par le Maître de l'ouvrage,
- Le stock de pièces détachées appartenant au Maître de l'ouvrage, validé par un dernier inventaire exhaustif.